RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL ARCHIVES CANADA SUR LE RÉSEAU CANADIEN D'INFORMATION ARCHIVISTIQUE

Soumis au Conseil canadien des archives
AVRIL 2026

Publié
JUIN 2026

Contenu

Note de publication 3

Résumé 4

Historique et défis actuels 4

Enquêtes et groupes de discussion 5

Recommandations du groupe de travail 7

Remerciements 9

CHAPITRE UN : Chronologie du Réseau canadien d'information archivistique (Archives Canada) 11

Qu'est-ce qu'Archives Canada? 11

Chronologie d'Archives Canada (Résumé textuel) 12

Chronologie complète : Histoire d'Archives Canada 23

Ouvrages consultés 32

CHAPITRE DEUX : Besoins de la communauté 37

Livrables – enquêtes 37

Livrables – groupes de discussion 38

Étude américaine 39

Analyse des résultats des enquêtes 40

Praticiens anglophones 41

Praticiens francophones 47

Chercheurs anglophones 53

Chercheurs francophones 58

Analyse des résultats des groupes de discussion 60

Praticiens 60

Chercheurs 74

CHAPITRE TROIS : Recommandations du Groupe de travail Archives Canada 81

Préambule 81

Recommandation 1 - Maintenir Archives Canada en tant que service 82

Mesures à prendre pour la recommandation 1 83

Recommandation 2 - Adresser la base de données existante 86

Mesures à prendre pour la recommandation 2 86

Recommandation 3 - Mettre sur pied un comité permanent pour la gouvernance d'Archives Canada. 89

Mesures à prendre pour la recommandation 3 89

Conseil canadien des archives – Comité de gouvernance *Archives Canada* 92

Contexte 92

Mandat et rôle 92
Gouvernance et adhésion..... 93
Conditions d'adhésion 94
Réunions..... 94
Rapports..... 94
Ressources et finances 95
Communication 95

Note de publication

Le présent rapport a été rédigé par le Groupe de travail ARCHIVESCANADA.ca et soumis à l'approbation du Comité de direction du Conseil canadien des archives.

Afin de préparer le rapport en vue de sa publication à l'intention de la communauté archivistique et du grand public, le personnel du Conseil canadien des archives (CCA) a revu la mise en page du rapport, en a relu le texte pour en assurer la clarté et s'est assuré de l'exactitude des références. Le personnel du CCA a également traduit le rapport, rédigé à l'origine en anglais, en français.

Hormis les modifications mineures décrites ci-dessus, le CCA publie le rapport tel qu'il a été soumis par le groupe de travail.

Tout au long du rapport, le groupe de travail utilise le nom « Archives Canada » pour désigner ARCHIVESCANADA.ca, le réseau canadien d'information archivistique accessible à l'adresse https://archivescanada.accesstomemory.ca/.

J.M. (Jo) McCutcheon,
Directrice exécutive du CCA
30 juin 2026

Résumé

Historique et défis actuels

Le Réseau canadien d'information archivistique, ou RCIA, a été officiellement lancé en 2001 avec les profils de 800 institutions d'archives à travers le pays, y compris des renseignements sur leurs descriptions et leurs expositions virtuelles. À l'origine, le RCIA était hébergé par Bibliothèque et Archives Canada (BAC) sur une plateforme appelée Mikan. Il a été conçu pour être un réseau complet qui rendrait les collections d'archives de partout au Canada accessibles à tous les Canadiens, en utilisant des descriptions normalisées selon les Règles pour la description des documents d'archives (RDDA).

Le Conseil canadien des archives (CCA) et BAC ont décidé de transférer le soutien à l'hébergement de Mikan, qui était assuré par les serveurs et le personnel de BAC, à une instance AtoM hébergée et soutenue par une entente d'hébergement avec Artefactual Systems et le CCA, déconnectant ainsi Archives Canada de l'institution nationale des archives et des bibliothèques du Canada.

Archives Canada a été confronté à de nombreuses difficultés. À l'heure actuelle, il n'y a pas de poste de conseiller en archivistique dédié à la base de données Archives Canada au CCA. Les postes de conseillers partout au Canada ont également subi des compressions budgétaires depuis le lancement d'Archives Canada. De plus, ces postes sont le plus souvent pourvus sous forme de contrats, ce qui entraîne une précarité et des degrés variables de capacité de sensibilisation et de soutien, en particulier pour les soumissions de bases de données par les institutions d'archives aux portails provinciaux ou territoriaux et, par conséquent, à Archives Canada. En plus du manque de personnel du CCA pour maintenir et assurer la sensibilisation et la maintenance de la base de données d'Archives Canada, BAC a soudainement éliminé en 2012 le Programme national de développement des archives (PNDA). En raison de la perte de ce programme de subventions, les services d'archives avaient moins de capacité à contribuer aux bases de données provinciales et territoriales et, par conséquent, à Archives Canada. En 2026, le programme qui avait remplacé le PNDA, le Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire (PCPD), a également été coupé, de sorte qu'il n'y a plus de financement fédéral pour les archives communautaires.

En 2024, après une longue période sans mises à jour, le Conseil canadien des archives a mis sur pied un nouveau groupe de travail chargé de réinventer Archives Canada, dont les objectifs sont notamment de rendre les collections plus faciles à découvrir, d'assurer l'égalité des chances de contribution entre les provinces et les territoires, et de créer de meilleures façons pour les archives communautaires et autochtones de participer. Les lecteurs sont priés de consulter le premier chapitre du présent rapport pour plus de détails.

Enquêtes et groupes de discussion

Entre le 22 octobre et le 30 novembre 2024, des enquêtes ont été lancés auprès des praticiens et des chercheurs, tant en anglais qu'en français. Au total, 202 enquêtes auprès des praticiens ont été envoyés par courriel, sur des listes de diffusion et sur des forums de discussion aux praticiens anglophones et francophones. Au total, 73 enquêtes auprès des chercheurs ont été envoyés par courriel, sur des listes de diffusion et sur des forums de discussion aux praticiens anglophones et francophones. En raison du faible taux de réponse des enquêtes auprès des praticiens et des chercheurs francophones, les enquêtes ont été relancées auprès d'un public francophone ciblé entre le 3 et le 21 novembre 2025. Des groupes de discussion composés de praticiens anglophones, de chercheurs anglophones, de conseillers en archivistique anglophones et de praticiens francophones ont été organisés entre le 22 juillet et le 17 octobre 2025. Il y avait 75 personnes invitées, et parmi elles, il y avait 37 participants répartis dans six groupes de discussion.

Les principales conclusions que l'on peut tirer de l'enquête et des réponses aux groupes de discussion sont présentées ci-dessous.

- Un réseau national d'instruments de recherche relie les collections; permet le partage des ressources et réduit le chevauchement des efforts; permet aux utilisateurs de découvrir des collections connexes; et fournit un endroit fiable pour effectuer des recherches. Il permet de renforcer la capacité des petits centres d’archives. Il y a des problèmes systémiques qu'un réseau national d'instruments de recherche ne peut pas résoudre, mais il peut créer des règles du jeu plus équitables pour les archives de petite taille ou sous-financées et les communautés sous-représentées.
- Le réseau doit répondre à divers besoins, être interopérable avec d'autres systèmes, souple et personnalisable, avec des conventions d'appellation et des notices d'autorité

normalisées, et une cohérence dans les descriptions archivistiques entre les institutions.

- À l'heure actuelle, Archives Canada ne répond pas aux besoins des praticiens ou des chercheurs. Il y a des problèmes avec la fonctionnalité de recherche, les informations obsolètes et la visibilité.
- Les praticiens ne savent pas comment ajouter du contenu ou modifier le contenu déjà affiché sur le site (descriptions, notices d'autorité et profils institutionnels). Une formation est nécessaire.
- Une coordination entre Archives Canada et les bases de données des associations provinciales ou territoriales est nécessaire.
- Les chercheurs ont besoin de conseils pour utiliser Archives Canada. Ils l'utilisent pour la recherche et pour trouver des dépôts.
- Les chercheurs ont l'habitude de rechercher des articles plutôt que des collections et sont habitués à faire de simples recherches par mot-clé sur Google. Archives Canada manque de précision et renvoie trop de résultats lorsqu'une recherche est effectuée. Les descriptions et les informations du référentiel sont obsolètes. Ce qu'il faut, c'est une recherche plus rapide, une indication du moment où les mises à jour ont lieu et de ce qui est inclus dans les mises à jour, et des mises à jour plus fréquentes.
- Dans un réseau national d'instruments de recherche, il est important d'établir un lien entre les collections dans les notices d'autorité et d'avoir un contexte adéquat. Nous avons besoin d'un plus grand nombre de notices d'autorité autochtones.
- Malgré l'insatisfaction à l'égard d'Archives Canada, la plupart d'entre eux ne veulent pas que le réseau soit abandonné.
- Les options envisageables sont les suivantes : mettre fin à Archives Canada en raison de son manque de fonctionnalité et de son caractère désuet; en faire un répertoire des institutions à travers le Canada, fournissant des coordonnées, un bref aperçu de leurs collections et des liens vers des fonds populaires ou importants de chaque centre d'archives; ou en faire un portail renvoyant vers les réseaux provinciaux et territoriaux. Au minimum, l'information institutionnelle doit être tenue à jour.
- Le financement du personnel des réseaux nationaux d'instruments de recherche est essentiel et il devrait y avoir une formation et un soutien pour que les membres puissent contribuer.

- Les partenariats avec les établissements d'enseignement et d'autres organisations et le plaidoyer sont importants compte tenu du manque de soutien financier du gouvernement. Le Conseil canadien des archives devrait se pencher sur des solutions novatrices pour le financement d'Archives Canada.

Les lecteurs sont invités à consulter le chapitre deux du présent rapport pour obtenir de plus amples renseignements.

Recommandations du groupe de travail

Le Groupe de travail formule trois recommandations principales, chacune d'entre elles étant élaborée en une série d'étapes réalisables soit immédiatement, à court terme, ou à long terme. Elles sont résumées ci-dessous, mais les lecteurs sont vivement invités à consulter les recommandations dans leur intégralité au chapitre trois du présent rapport, car de nombreux détails essentiels à leur mise en œuvre réussie ont été omis ici.

1. **Maintenir Archives Canada en tant que service**

   Archives Canada devrait être repensé comme un service (nécessitant une supervision, une maintenance et un développement continus), plutôt que comme une base de données statique d'instruments de recherche. Pour ce faire, on pourrait commencer par retirer de l'utilisation active la base de données actuelle de descriptions archivistiques et en la traitant comme une ressource historique. Dans l'immédiat et à court terme, Archives Canada devrait se concentrer sur la création d'un répertoire public des centres d’archives canadiens, car il s'agit à la fois d'un service essentiel et de la mesure la plus concrète et la plus durable qui puisse être prise avec les ressources existantes. Avec l'aide du personnel du CCA, un simple formulaire en ligne et des documents publics à l'appui, les établissements peuvent être habilités à mettre à jour, à développer ou à réduire leurs coordonnées actuelles sur une base continue. Le répertoire mis à jour qui en résulte devrait être mis en ligne, peut-être accompagné d'une carte des lieux d'archives. Des outils d'analyse Web appropriés doivent être appliqués pour recueillir des données susceptibles d'éclairer les développements futurs.

2. **Adresser la base de données existante**

La communauté archivistique voit de la valeur dans la base de données actuelle malgré ses lacunes. Par conséquent, toutes les descriptions archivistiques devraient être temporairement retirées de l'accès public et une copie complète des données existantes (descriptions archivistiques, notices d'autorité et profils institutionnels) devrait être conservée par le CCA. Avec l'appui du personnel du CCA, des documents publics et des lignes directrices, ou d'autres mesures appropriées, les institutions peuvent être habilitées à supprimer, modifier ou exporter toute description archivistique qu'elles ont actuellement dans Archives Canada, dans le but d'améliorer et de mettre à jour le contenu existant. À plus long terme, une fois qu'un comité de gouvernance, un personnel adéquat, des efforts de sensibilisation et de promotion et des tests utilisateurs itératifs seront en place, il sera peut-être possible de reprendre l'ingestion de nouveaux instruments de recherche. La mise en place de politiques de service et de flux de travail rationalisés, ainsi que la coopération avec les associations et les institutions qui hébergent leurs propres portails, contribueraient à garantir la qualité. Le fait de mettre l'accent sur les descriptions de niveau supérieur (fonds/collection) pourrait également aider à réduire le besoin de mises à jour et de modifications en cours de route.

3. **Mettre sur pied un comité permanent de gouvernance pour Archives Canada.**

Pour assurer le maintien du service Archives Canada au cours des prochaines années, il faudra faire preuve d'une orientation et d'un leadership constants et dévoués. À cette fin, le CCA devrait établir un comité de gouvernance permanent, lui donner un mandat clair et le composer de membres représentant différentes régions, rôles professionnels et types d'archives, ainsi que d'autres professionnels ou chercheurs pertinents. Le rôle du comité serait d'assurer la gestion de la maintenance continue, du cadre stratégique et du développement futur d'Archives Canada en fonction des besoins des utilisateurs d’archives et de la communauté archivistique. Il s'agit notamment de déterminer les besoins en personnel à court et à long terme du service, ainsi que d'entreprendre les travaux de production de rapports et de promotion nécessaires pour rehausser le profil public d'Archives Canada et améliorer la participation des utilisateurs. Il est recommandé que ce comité soit convoqué pour une première réunion d'ici décembre 2026. Une ébauche de mandat est incluse dans le rapport complet.

Remerciements

Nos travaux ont commencé en 2024 et se sont terminés en 2026. À l'origine, des invitations à siéger au groupe de travail d'Archives Canada ont été envoyées à toutes les associations d'archives provinciales et territoriales, à tous les conseils provinciaux et territoriaux et à tous les conseillers en archivistique du Canada, ainsi qu'à un certain nombre d'archivistes en activité, y compris des membres du groupe conjoint États-Unis-Canada d'utilisateurs d'AtoM (*Joint US-Canada AtoM Users Group*).
Le Conseil canadien des archives tient à remercier tous les membres actuels et anciens du Groupe de travail Archives Canada :

Kelli Babcock, Bibliothèques de l'Université de Toronto, présidente du groupe de travail
Anna Dysert, Université Tufts et Fondation AtoM
Sarah Glassford, Conseil d'administration du Conseil canadien des archives
Erin Greeno, Archives de l'Église Unie du Canada
Cameron Hart, conseiller aux archives de la SCAA
Matthew Keels, Université Memorial de Terre-Neuve
Mary Grace Kosta (retraitée), présidente du groupe de travail
Tracey Krause, Université McMaster
Jeremy Heil, Université Queens
Melissa McCarthy, Archives de la Ville d'Edmonton (ancienne membre)
Jo McCutcheon, directrice exécutive, Conseil canadien des archives
Jennifer Nangreave, Université Carleton
Julienne Pascoe, Bibliothèque et Archives Canada
Jody Robinson, archiviste diocésaine, diocèse anglican de Québec
Erin Suliak, Archives des Territoires du Nord-Ouest
Katrina Swift, conseillère aux archives de CANB (ancienne membre)
Jannah Toms, Bureau des archives et des documents publics de l'Île-du-Prince-Édouard
Jia Jia Yong, Archives Society of Alberta

Dans le cadre de la préparation de ce rapport, nous tenons à remercier tout particulièrement :

Sous-groupe de recherche : Kelli Babcock, Jo McCutcheon, Jannah Toms. Le premier chapitre de ce rapport a été rédigé par les membres Kelli Babcock, Jo McCutcheon, Katrina Swift et Jannah Toms.

Sous-groupe des besoins des utilisateurs : Erin Greeno, Matthew Keels, Mary Grace Kosta, Tracey Krause, Jennifer Nangreave, Julienne Pascoe, Jody Robinson, Erin Suliak. Le deuxième chapitre de ce rapport a été rédigé par Mary Grace Kosta et révisé par Tracey Krause et Jennifer Nangreave.

Sous-groupe des recommandations : Kelli Babcock, Anna Dysert, Cameron Hart, Jeremy Heil, Jo McCutcheon, Jennifer Nangreave, Jia Jia Yong. Le troisième chapitre de ce rapport a été rédigé par les membres Jeremy Heil (responsable), Kelli Babcock, Anna Dysert, Cameron Hart, Jia Jia Yong, Jennifer Nangreave et Jo McCutcheon.

Nous tenons à remercier Isabelle Alain et Charlotte Forbes du Conseil canadien des archives pour leur soutien concernant le site Web et la traduction.

Nous sommes reconnaissants envers ceux qui ont pris le temps de répondre aux enquêtes et qui ont participé aux groupes de discussion. C'est grâce à vous que ce rapport a été rendu possible.

CHAPITRE UN : Chronologie du Réseau canadien d'information archivistique (Archives Canada)

Cette recherche n'a pas pour but de rendre compte de manière exhaustive de l'état des archives canadiennes au cours des deux dernières décennies. Cette recherche de base fournit plutôt un résumé des documents et des rapports fournis au groupe de travail. Des recherches indépendantes ont également été menées dans le cadre des heures de bénévolat limitées disponibles pour les membres.

Le résumé est présenté en premier, suivi d'une transcription de la chronologie du Réseau canadien d'information archivistique organisée par date. Une chronologie visuelle de ce texte peut être générée à l'aide de Timeline.js à l'aide de cette feuille. La feuille est conservée dans l'espace Google Drive du Groupe de travail Archives Canada.

Il est à noter que le texte a été rédigé à l'intention du Comité de direction du Conseil canadien des archives. Il n'inclut pas de définitions de termes archivistiques ni d'explications de la théorie archivistique.

Des parties de ce texte ont été présentées tout au long des conférences de 2025, y compris ce diaporama de présentation pour la conférence virtuelle du RCDR en mai 2025 (enregistrement).

Qu'est-ce qu'Archives Canada?

Archives Canada est la base de données nationale des instruments de recherche et le répertoire institutionnel du Système archivistique canadien. Il est maintenu par le Conseil canadien des archives (CCA). Le CCA a été créé en 1985 dans le but de favoriser un « réseau coordonné de réseaux »,[1] fonctionnant selon le concept du Système archivistique canadien.[2]

[1] Groupe de travail sur l'autoroute de l'information du Conseil canadien des archives. *Raising CAIN: Building Canada's Archival Information Network*. [Rapport non publié]. (Conseil canadien des archives, 1997) p. 3.
[2] Conseil canadien des archives. « Système archivistique canadien (SAE) », ARCHIVESCANADA.ca, 2026. https://archivescanada.ca/fr/systeme-archivistique-canadien/.

L’objectif d'Archives Canada est de donner accès aux institutions d'archives canadiennes et à leurs fonds. Il est géré par le CCA et ses principales contributions de données proviennent des associations d'archives provinciales et territoriales, au nom des archives de tout le pays.[3] À ses débuts, le site Web Archives Canada contenait également des liens vers des expositions virtuelles.[4] Au moment d'écrire ces lignes, le CCA rapporte de manière anecdotique que la dernière mise à jour des données d'Archives Canada remonte à 2017, il y a près de dix ans. Plus de deux décennies après son lancement, la base de données fait maintenant face à de nombreux défis : les capacités limitées du personnel du CCA ou des archivistes à assurer la maintenance et l’enrichissement des données, des enregistrements obsolètes et une technologie changeante, ainsi que de nouveaux comportements des utilisateurs en matière de recherche d’informations dans les environnements en ligne. Cependant, d'importantes données patrimoniales ne sont disponibles que dans la base de données d'Archives Canada, et de nombreux archivistes estiment qu'il y a lieu de revitaliser cette initiative nationale. En janvier 2024, le CCA a mis sur pied un groupe de travail chargé d'analyser Archives Canada et sa communauté.[5]

Chronologie d'Archives Canada (Résumé textuel)

Le Conseil canadien des archives (CCA) a publié l’*Annuaire des dépôts d’archives canadiens* en 1986, [6] à la suite de la publication initiale de l’annuaire en 1981[7] par le Bureau canadien des archivistes. Une décennie plus tard, en réponse à l'évolution de « l'autoroute de l'information », le CCA a parrainé la première table ronde sur « Les archives et l'autoroute de l'information » à Ottawa en mai 1996. Des archivistes dévoués se sont réunis et ont consacré leur temps à une discussion communautaire sur la diffusion électronique d'informations archivistique sur le Web, notamment l'annuaire des institutions.[8] À la suite des travaux menés

[3] Voir https://archivescanada.ca/fr/nos-partenaires/ sur le site Web du Conseil canadien des archives pour obtenir la liste des conseils et associations partenaires.
[4] Voir Internet Archive Wayback Machine, « ARCHIVES CANADA - EXPOSITIONS VIRTUELLES [11 octobre 2011 Web Archive Version] ».
[5] Communiqué de presse du groupe de travail disponible dans les archives d’Arcan-l - voir courriel du 8 octobre 2024 « Press Release : ARCHIVESCANADA.ca Working Group / Présentation du Groupe de travail ARCHIVESCANADA.ca. »
[6] Marcel Caya, David Léonard, Gilles Héon, Association of Canadian Archivists, Bureau canadien des archivistes et Association des archivistes du Québec. *Directory of Canadian Archives = Annuaire des dépôts d'archives canadiens*. Bureau canadien des archivistes, 1986.
[7] Judith Beattie, et le Bureau canadien des archivistes. *Directory of Canadian Archives = Annuaire des dépôts d'archives canadiens*. Bureau canadien des archivistes, 1981.
[8] *Raising CAIN: Building Canada's Archival Information Network*, 1997.

par les groupes de travail du CCA et des consultations auprès de groupes d'archivistes tout au long des années 1990 et au début des années 2000, le Réseau canadien d'information archivistique, ou « RCIA », a été officiellement lancé en 2001[9] avec les profils de 800 institutions d'archives à travers le pays, y compris des renseignements sur leurs descriptions et leurs expositions virtuelles. Ce lancement est le résultat direct d'un énorme travail, en grande partie grâce au travail bénévole de la communauté archivistique, qui a permis de créer et de peupler ce qui est aujourd'hui Archives Canada.

Le RCIA a reçu un financement initial de 700 000 $ (2000-2001) des Archives nationales du Canada (ANC) et de ses partenaires, mais aucun modèle de financement durable n'a été établi pour l'entretien continu dans l'analyse de rentabilisation initiale d'Archives Canada.[10] Il a été convenu que la base de données serait hébergée par les ANC sur une plateforme appelée Mikan. Au moment où les ANC ont pris cet engagement, Mikan était réputé pour avoir « atteint ses limites », des rapports faisant état de l'intérêt des ANC pour d'autres solutions technologiques.[11] L'une des interprétations de cet engagement est que l'investissement initial dans Archives Canada a été avantageux pour les opérations internes des ANC dans sa recherche d'une nouvelle technologie pour livrer les instruments de recherche des ANC en ligne. Cependant, Archives Canada a été conçu pour servir un objectif qui va au-delà des ANC uniquement : il s'agissait d'un réseau complet qui rendrait les institutions d'archives et leurs collections partout au Canada accessibles à tous les Canadiens. Il normaliserait également les données de description en exigeant des archives qu'elles utilisent au moins neuf champs obligatoires en vertu des Règles pour la description des documents d'archives (RDDA) et qu'elles fournissent des descriptions normalisées en ligne aux utilisateurs d'Archives Canada.[12]

Les RDDA elles-mêmes étaient une norme émergente au sein de la profession à cette époque, publiée pour la première fois en 1990, et 2001 était encore une période où de nombreux services d'archives, y compris les ANC dans le cadre d'un projet appelé RECON[13], mettaient à jour leurs descriptions pour se conformer aux RDDA. Archives Canada est une base de

[9] Tim Hutchinson, *An exploration of future technical options for CAIN.* ACA Occasional Papers Document n° 2 du Comité de l'éducation de l'ACA. 2003. https://archivists.ca/ACA-Books-Guides, p. 1.
[10] Conseil canadien des archives. *Canadian Council of Archives Business Plan for the Canadian Archival Information Network 2000-2001*. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2000, p. 8.
[11] Conseil canadien des archives, *Forum du Réseau canadien d'information archivistique (RCIA),* p. 28.
[12] Conseil canadien des archives, *Forum du Réseau canadien d'information archivistique (RCIA),* p. 7.
[13] Conseil canadien des archives, *Forum du Réseau canadien d'information archivistique (RCIA),* p. 28.

données spécialement conçue pour la recherche archivistique, c'est-à-dire qu'elle n'offre pas de fonctionnalité de préservation ni de fonctions étendues de gestion des biens numériques. Elle n'est pas non plus compatible avec les données liées, bien qu'elle offre un potentiel pour que la communauté explore la mise en correspondance avec des normes ou des outils adaptés aux données liées. En raison de cette fonctionnalité spécifique de recherche et de découverte des institutions d'archives et de leur description, il est important de comprendre le contexte entourant les normes archivistiques ayant une incidence sur le RCIA et les initiatives d'Archives Canada visant à agréger les données des dépôts d'archives à l'heure actuelle. Dans un article consacré aux normes canadiennes et à ses réflexions sur la publication de « Records in Context 1.0 » en 2023, Richard Dancy brosse un tableau des normes au Canada dans les années 1990 et au début des années 2000 :

> Mon point de vue est celui d'un archiviste qui s'intéresse aux normes descriptives et qui est entré dans le domaine à la fin des années 1990. C'était une époque où les archivistes canadiens étaient encore auréolés du succès de leur nouvelle norme, RDDA; les années héroïques de la conversion aux RDDA battaient encore leur plein, même si elles touchaient à leur fin; et il y avait un sentiment général, quelque peu complaisant, de la supériorité de tout ce qui est RDDA. C'est la publication de l'ébauche de la deuxième édition des RDDA (RDDA2) en 2004 qui a vraiment déclenché mon intérêt pour les normes descriptives. Je me souviens du sentiment de choc qui a accueilli RDDA2 – un document aligné sur l'ISAD(G) et développé parallèlement à la norme américaine Describing Archives: A Content Standard (DACS). RDDA2 a suggéré qu'il y avait des problèmes fondamentaux avec une norme qui n'avait jusque-là été que célébrée. Les archivistes canadiens ne semblaient pas prêts pour le changement, sceptiques quant à la nécessité et craignant des conséquences perturbatrices (« Nous venons à peine de passer aux RDDA, et voilà qu'il faut déjà changer de nouveau? ») Le Comité canadien de description archivistique (CCDA) – le groupe qui gérait les RDDA – a mis de côté RDDA2 après quelques consultations et a opté pour une révision beaucoup plus minimale qui a été finalisée en 2008. Je me suis joint au CCDA en 2007, juste à la fin de ce processus, et j'ai siégé au comité jusqu'en 2018. À la suite des révisions de 2008, les RDDA sont devenues essentiellement un document fixe. En février 2016, un CCDA relancé, soutenu par Bibliothèque et Archives Canada (BAC), a convoqué une réunion nationale de deux jours sur l'avenir des RDDA à Ottawa pour tenter de sortir de l'immobilisme. La réunion a permis de dégager un large consensus sur le fait que les archivistes canadiens devraient continuer de maintenir une norme descriptive nationale et que celle-ci devrait être révisée pour l'harmoniser avec les normes du Conseil international des archives.[14]

[14] Richard Dancy, « Waiting for RiC: The Release of Records in Contexts, Version 1.0. ». *Archivaria*, 1er novembre 2024, 166-91. https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13997, p. 168.

Il convient de noter que RDDA est une *norme de contenu* pour la description archivistique. Il ne s'agit pas d'une norme d'encodage de l'information descriptive en vue de sa publication sur le Web, comme l'est la norme EAD (Encoded Archival Description) qui était utilisée en 2000 par les portails de découverte d'archives provinciales Archeion en Ontario et British Columbia Archival Union List (BCAUL).[15] Cette promotion singulière des RDDA au sein d'Archives Canada a laissé une place ouverte à l'interprétation dans la création de données descriptives pour les archivistes et leurs pratiques institutionnelles en matière de conversion des données héritées et de contribution à des bases de données multi-dépôts comme Archives Canada.

Écrivant en 2006, Laura Millar souligne la promesse du RCIA en tant qu'outil de « communication, de consultation, de coordination et de coopération entre les intervenants archivistiques et la communauté archivistique »... dans le but de « transformer le paysage archivistique pour les chercheurs et les archivistes, d'abattre les murs des salles de lecture des archives et d'ouvrir toutes les archives du Canada à tous les Canadiens ».[16] Millar poursuit en disant que « [l]e cœur du succès du RCIA, en particulier la composante du catalogue collectif, sera l'uniformité des pratiques entre les établissements, particulièrement en ce qui concerne la description » par l'entremise des RDDA comme norme descriptive choisie.[17] Ce commentaire ne tient pas compte du fait que RDDA est une norme de description et n'offre pas de « pratique commune » en termes de structure de base de données ou de format de données pour l'importation ou la sortie. Millar souligne ensuite la nécessité de disposer de données structurées dans le contexte d'une base de données partagée, comme le RCIA, et la façon dont le CCA et les associations provinciales et territoriales pourraient jouer un rôle essentiel en fournissant ces lignes directrices aux institutions d'archives :

> [l]a réalité des bases de données, c'est qu'elles ne fonctionnent que si elles sont rigoureusement structurées... Pour aider les institutions à se conformer à ces exigences descriptives, un groupe de conseillers en archivistique a vu le jour à travers le pays, financé par les fonds publics. Le programme du CCA fournit des fonds aux conseils provinciaux et territoriaux pour qu'ils embauchent des conseillers en archivistique ainsi

[15] Conseil canadien des archives, *Forum du Réseau canadien d'information archivistique (RCIA),* p. 21.
[16] Laura Millar, « Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory », dans Francis X. Blouin et William G. Rosenberg, dir. *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*. (University of Michigan Press, 2006. https://doi.org/10.3998/mpub.93171), p. 182.
[17] Millar, « Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory », p. 183.

> que des éducateurs et des coordonnateurs de réseau pour répondre aux besoins de la communauté en matière d'éducation et d'information.[18]

Millar souligne ici l'importance des conseillers, embauchés non pas par le CCA ou les ANC, mais par les conseils provinciaux et territoriaux, pour la diffusion de la normalisation des RDDA et la mise en œuvre des fonctionnalités d'Archives Canada. Millar décrit ensuite la nature précaire des fonctions des conseillers au sein de ces associations, compte tenu de leur rôle essentiel dans le bon fonctionnement d'Archives Canada et des conséquences que cela implique pour les usagers en matière de recherche :

> Bon nombre de ces conseillers ont été les seuls à occuper ces postes depuis que les fonds publics destinés au système d'archives ont été mis à disposition pour la première fois dans les années 1980 et 1990. Leur connaissance de leur communauté est immense; ce sont des instruments de recherche ambulants. Quel fardeau de responsabilité leur a-t-on imposé? Quelle influence ont-ils sur l'état des archives de leur région? Cette influence est-elle juste pour eux, pour la communauté archivistique ou pour les utilisateurs des archives? Il est possible que ces coordonnateurs soient en train de devenir, en fait, des gardiens. Un tel rôle implique un niveau de responsabilité qui n'est peut-être pas ce que le système archivistique avait prévu ou ce dont la communauté archivistique a besoin. Ces coordonnateurs doivent-ils guider le développement du système archivistique? Ou devraient-ils simplement superviser, mais pas contrôler, les réseaux?... À l'heure actuelle, la décision concernant ce qui entre et ce qui est laissé de côté n'est pas uniforme. Les institutions et les coordinateurs prennent des décisions en fonction de leurs réalités... La question est de savoir si cela a de l'importance. Il est important que la communauté archivistique canadienne veille à ce que le RCIA soit la première étape de la recherche, et non la seule. Il est important que les archivistes veuillent que les utilisateurs sachent qu'un résultat de recherche négatif n'est pas nécessairement une réponse, mais peut-être simplement une absence d'information. Mais il importe moins que l'information contenue dans les réseaux soit complète ou sélective que le fait que les archivistes expliquent comment leurs décisions ont été prises.[19]

Ce commentaire n'est pas une critique du rôle des conseillers dans les flux de travail d'Archives Canada, mais un coup de projecteur sur l'énorme quantité de travail qu'accomplissent les personnes qui occupent ces rôles. Au moment d'écrire ces lignes, bon nombre de ces rôles (lorsqu'ils existent encore par province ou territoire) sont occupés par du personnel contractuel, souvent à temps partiel, dans les conseils provinciaux et territoriaux.

[18] Millar, « Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory », p. 185.
[19] Millar, « Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory », p. 185-186.

La documentation de Millar sur l'importance du rôle des conseillers en archivistique est pertinente pour l'histoire du flux de données d'Archives Canada contenant des descriptions des provinces et des territoires. Il est important de noter qu'il semble qu'aucun poste de conseiller de ce type n'ait été pourvu par le CCA depuis la création de la base de données Archives Canada. Ce travail de sensibilisation a été confié aux conseillers aux niveaux provincial et territorial. Les discussions que nous avons eues avec le CCA au cours de nos recherches nous ont permis de préciser qu'un membre du personnel du CCA est en mesure d'assurer une administration minimale de la base de données pour Archives Canada, mais que ce poste a une portée différente de celle des conseillers provinciaux et territoriaux en archivistique décrits par Millar. La mise à jour des données d'Archives Canada n'est pas la même chose que l'élaboration de politiques, la promotion de la normalisation des données et la sensibilisation et la promotion auprès des communautés d'utilisateurs d'Archives Canada. De plus, les archivistes des institutions de tout le pays n'ont jamais bénéficié d'un accès direct leur permettant de mettre à jour les données d'Archives Canada; cela diffère du processus de soumission des données pour les bases de données des conseils provinciaux et territoriaux, dans le cadre desquels les conseillers ou les administrateurs de bases de données au sein des conseils disposent souvent d'un accès permettant à leurs institutions membres de contribuer directement à la base de données et les aident à harmoniser leurs descriptions en fonction de leurs capacités.

Les postes de conseillers au sein d'autres associations d'archives canadiennes, qui constituent le seul point de liaison entre Archives Canada et les données des archives locales par province ou territoire, ont également subi des coupes budgétaires ou une stagnation du financement depuis la création d'Archives Canada. Étant donné que ces rôles sont le plus souvent pourvus sous forme de contrats la situation est précaire et les capacités en matière de sensibilisation et de soutien varient considérablement, notamment pour ce qui est de la transmission de données par les institutions d'archives vers les portails provinciaux ou territoriaux et vers Archives Canada. Par conséquent, Archives Canada n'a pas disposé du personnel nécessaire pour assurer la maintenance et la sensibilisation dont parle Millar. Ce manque de personnel permanent a sans aucun doute contribué à la baisse du nombre de soumissions à la base de données d'Archives Canada. Comme le savent de nombreux archivistes qui travaillent avec la technologie, la création d'une base de données est la première étape, et la dotation en personnel nécessaire à sa pérennité est la suivante.

Pour aggraver le problème du manque de personnel, le transfert de données à Archives Canada à partir d'archives ou d'associations d'archives s'est fait en grande partie grâce à la collecte Z39.50 ou au transfert FTP de données MARC ou EAD[20] ou à la soumission manuelle des données, ce qui rendait les mises à jour fastidieuses, nécessitait une vérification manuelle et augmentait le risque de défaillance du système si les ingestions sont très importantes.[21] En l'absence d'effectifs suffisants et d'un administrateur de base de données chargé de gérer ces ingestions en masse et d'effectuer la vérification des données après l'importation, de nombreux problèmes de normalisation des données se sont progressivement introduits au sein d'Archives Canada au fil du temps. Ces problèmes comprennent des difficultés qui entravent la recherche des utilisateurs sur le site Archives Canada, telles que la présentation de notices d'autorité en double pour l'entité du même nom.[22] En l'absence de personnel du CCA pour remédier à ces problèmes, la confiance des utilisateurs dans l'exactitude et la pertinence d'Archives Canada est compromise.

En 2006, Millar a également encouragé l'établissement de liens plus étroits avec Archives Canada et ses utilisateurs, soulignant que les utilisateurs « ne participaient pas aux travaux des comités directeurs ou des groupes de travail qui élaboraient des réseaux d'archives. Cette absence de participation généralisée des utilisateurs remonte aux RDDA, qui ont été développées sans contribution formelle de la communauté des utilisateurs.[23] Depuis son lancement, Archives Canada n'a pas fait l'objet de tests publics itératifs ou de commentaires auprès des chercheurs ou du public, bien qu'une version archivée du site Web de 2011 affiche un sondage auprès des utilisateurs.[24] Notre groupe de travail n'a pas été en mesure de localiser les données recueillies dans le cadre de ce sondage au cours de nos recherches.

---

[20] Voir Comité directeur du RCIA, *Discussion Paper on Technology Options for CAIN*, p. 8 et Hutchinson, *An Exploration of Future Technical Options for CAIN*, p. 3.
[21] Peter Van Garderen, Lara Wilson, Richard Dancy, Kelly Stewart, Janet McMaster et Evelyn McLellan. *The ICA-AtoM / BCAUL Pilot Project: Report to Library and Archives Canada / Canadian Council of Archives.* [Rapport non publié]. (Conseil canadien des archives, 2009), p. 19.
[22] Par exemple, https://archivescanada.accesstomemory.ca/actor/browse?sf_culture=fr&subquery=Mcluhan&sq0=Mcluhan&sort=alphabetic&sortDir=asc - au moment de la rédaction de cet article, Archives Canada comprend six points d'accès aux noms de Marshall McLuhan, alors qu'il devrait y avoir un point d'accès aux noms des documents connexes et aux institutions qui s'occupent de ces documents.
[23] Millar, « Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory », p. 187.
[24] Internet Archive Wayback Machine. "ARCHIVES CANADA - SONDAGE [26 août 2011. Web Archive Version]." 26 août 2011. https://web.archive.org/web/20110826043945/http://www.archivescanada.ca/fr/f_survey.html.

En plus de décennies de manque de personnel pour la maintenance et la promotion de la base de données Archives Canada et du RCIA, le CCA a dû faire face à des défis en matière de plateforme technologique et d'hébergement au fil des ans. À la suite de son engagement initial d'accueillir Archives Canada sur Mikan pour le lancement en 2001, les ANC ont finalement fusionné en 2004 avec la Bibliothèque nationale pour devenir Bibliothèque et Archives Canada (BAC). L'entente avec BAC concernant l'hébergement d'Archives Canada a fait l'objet d'un examen peu après 2004. En 2006, le CCA et BAC ont mis sur pied un groupe de travail conjoint dans le but de « revitaliser » Archives Canada.[25] Dans le rapport de mars 2008 sur l'étude d'évaluation de la capacité des réseaux provinciaux et territoriaux d'information archivistique du CCA/BAC *(Report on the CCA/LAC Capacity Assessment Study of the Provincial and Territorial Archival Information Networks)*, la décision du CCA et de BAC de transférer le soutien à l'hébergement de Mikan, hébergé sur des serveurs de BAC et pris en charge par le personnel de BAC, vers une instance hébergée d'Access to Memory (AtoM) soutenue par un contrat d'hébergement avec Artefactual Systems, témoigne de la rupture entre Archives Canada et l'institution nationale des archives et des bibliothèques du Canada qui s'était initialement engagée envers l'initiative Archives Canada et la communauté archivistique canadienne.

Les plans internes du CCA concernant le transfert d'Archives Canada de Mikan vers AtoM soulignent le besoin de personnel pour soutenir le maintien d'Archives Canada. Dans un rapport interne daté du 7 avril 2009 et présenté au CCA et à BAC détaillant les exigences d'entretien d'AtoM, le président du CCA, Ian Forsyth, a écrit une lettre au bibliothécaire et archiviste du Canada de l'époque, Ian Wilson, pour demander à BAC d'apporter un soutien financier au projet AtoM d'Archives Canada, compte tenu du rôle de BAC en tant qu'administrateur technique du portail d'Archives Canada jusqu'à cette date. Ce rapport de 2009 recommande qu'un membre du personnel consacre 1 à 3 jours d'ETP par mois à la maintenance de la base de données. Il n'est pas clair si ce soutien en personnel ou en financement destiné directement à la maintenance de la base de données n'a jamais été fourni au CCA ou organisé à cette fin entre le CCA et BAC.

[25] Groupe de travail conjoint sur le catalogue national. *Rapport du Groupe de travail conjoint CCA/BAC sur le catalogue national (ARCHIVESCANADA.ca).* [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2007. https://drive.google.com/file/d/1j2F3FFNrzpBZpbwL9uA3v2Z5cLmkXSiR/view?usp=sharing, p. 3.

Un rapport de 2009 adressé au CCA, qui préconisait la mise en place d'une fonctionnalité OAI-PMH dans AtoM afin de faciliter la collecte de données par Archives Canada auprès des archives de tout le pays, montre également comment le soutien apporté par BAC à Archives Canada a permis d'apporter des améliorations technologiques aux communautés archivistiques nationales et internationales. Selon le rapport, cette fonctionnalité s'appuyait fortement sur les contributions de BAC au profit de l'ensemble de la communauté archivistique utilisant AtoM :

> Bibliothèque et Archives Canada et Artefactual Systems ont collaboré à l'élaboration d'une fonction OAI Harvest pour ICA-AtoM. L'essentiel de la fonctionnalité de réponse et de demande de l'OAI a été géré par le programmeur de BAC [nom retiré] en étroite collaboration avec l'équipe de développement d'Artefactual Systems, en commençant par une réunion initiale au Congrès du Conseil international des archives en juillet 2008, puis par le biais de la messagerie instantanée, du courrier électronique et d'une réunion hebdomadaire des développeurs en ligne. La majorité des travaux ont été effectués de décembre 2008 à mars 2009 par [le programmeur de BAC]. [26]

Bien que la relation de collaboration entre BAC et Artefactual Systems ait permis d'aller de l'avant avec la fonctionnalité OAI-PMH, des problèmes de normalisation des données demeuraient à résoudre du côté d'Archives Canada concernant la mise en œuvre d'OAI-PMH, ce qui nécessitait une main-d'œuvre humaine supplémentaire pour résoudre les problèmes suivants :

> En règle générale, les implémentations OAI utilisent les enregistrements Dublin Core comme norme de métadonnées par défaut pour l'échange d'enregistrements. L'une des conclusions importantes du projet pilote CIA-AtoM/BCAUL est que le schéma Dublin Core simple et non qualifié ne sera pas suffisant pour l'échange de descriptions archivistiques parce qu'un certain nombre de domaines critiques (par exemple, la notice biographique/l'histoire administrative) et de relations (par exemple, les liens avec les niveaux parents) ne peuvent pas être représentés dans cette norme. Par conséquent, une prochaine étape consisterait à tester l'extraction des notices EAD dans les réponses OAI. À l'heure actuelle, ce n'est pas considéré comme une priorité par le comité directeur de CIA-AtoM et ce n'est pas nécessairement essentiel pour le projet pilote de CIA-AtoM / BCAUL ou pour toute mise à niveau immédiate du portail ArchivesCanada.ca, car il n'y a pas de soutien généralisé pour la collecte de l'OAI fourni par les institutions d'archives canadiennes. Cependant, ce

[26] Van Garderen et al., 18.

> problème doit être résolu pour finalement adopter l'OAI comme méthode privilégiée d'échange de données au sein des réseaux d'archives.[27]

Il n'est pas clair si d'autres recherches sur l'OAI-PMH ont été menées par le CCA ou BAC pour faire le suivi de l'investissement dans cette fonctionnalité. À la suite de ce rapport de 2009, notre groupe de travail n'a trouvé aucun autre rapport faisant état d'une collaboration entre LAC, AtoM ou CCA visant à mettre en place des processus nationaux de collecte de données via OAI-PMH ou à normaliser les données pour Archives Canada. Les commentaires formulés auprès du groupe de travail ont souligné les contraintes en matière de TI de BAC et d'autres services d'archives provinciaux et territoriaux, qui doivent accorder la priorité aux questions internes plutôt qu'aux initiatives nationales.

À l'origine, la capacité de main-d'œuvre des conseils provinciaux et territoriaux et des institutions d'archives à l'enrichissement d'Archives Canada a été encouragée par le Programme national de développement des archives (PNDA).[28] Le 30 avril 2012, la communauté archivistique canadienne a subi une interruption soudaine du financement de base qui avait soutenu de nombreuses initiatives dans le système archivistique canadien pendant de nombreuses années, lorsque BAC a soudainement, et sans consulter l'ensemble de la communauté archivistique, éliminé le Programme national de développement des archives (PNDA) sous la direction de Daniel Caron, alors bibliothécaire et archiviste, et de James Moore, ministre du Patrimoine. Cette perte s'est également traduite par des coupes budgétaires directes au sein de BAC, notamment une réduction de 20 % de ses effectifs.[29]

Le PNDA était un programme de contribution de 1,7 million de dollars financé par le gouvernement fédéral canadien par l'entremise de BAC, administré par le CCA et distribué aux 13 conseils d'archives du Canada pour soutenir les activités archivistiques à l'échelle locale.[30] Ce financement a soutenu de nombreuses archives communautaires et comprenait également un financement de base pour de nombreux programmes de conseillers en archivistique qui appuyaient les contributions aux bases de données provinciales et

[27] Van Garderen et al., 18.
[28] Internet Archive Wayback Machine. « Conseil canadien des archives - Financement [25 avril 2009, Web Archive Version] ». 25 avril 2009. https://web.archive.org/web/20090222220428/http://cdncouncilarchives.ca/f-financial.html.
[29] Robichaud, « Contextualizing a Scandal ».
[30] Conseil canadien des archives, « Programme national de développement des archives (PNDA) : Retour sur les procédures 2006-2007 ».

territoriales et, en théorie, les soumissions subséquentes en amont à Archives Canada. De nombreux projets locaux de description et de numérisation dans les archives partout au Canada ont été annulés ou bloqués en raison des compressions soudaines du PNDA. En raison de la perte de ce programme de subventions, les services d'archives avaient moins de capacité à contribuer aux bases de données provinciales et territoriales et, par conséquent, à Archives Canada.

Malgré son apparence désuète et l'absence de mises à jour au moment de la rédaction de cet article, une recherche de l'URL d'Archives Canada dans Google Scholar révèle qu'Archives Canada est cité dans de nombreuses publications de recherche actuelles[31] - ses données sont activement trouvées et utilisées. Alors que certaines communautés sont en mesure d'améliorer la collaboration et de maintenir une infrastructure de recherche essentielle, comme Archives Canada, face aux défis budgétaires et aux changements technologiques[32], BAC s'est encore distancié de l'infrastructure technologique du Réseau canadien d'information archivistique de la communauté archivistique en créant, en 2015, d'un nouveau programme de financement[33] appelé Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire (PCPD). Il convient de noter que le programme n'avait aucun lien administratif avec le CCA ou les associations provinciales et territoriales comme le PNDA, mais qu'il représentait une enveloppe budgétaire similaire d'environ 1,5 million de dollars par année, distribuée par un comité consultatif externe dont la composition était renouvelée à tour de rôle. Les noms figurant sur la liste des membres du Comité sur le site Web du PCPD, on trouve à la fois des archivistes et des personnes qui n'exercent pas la profession d'archiviste, ce qui laisse la possibilité que des personnes peu familiarisées avec les normes, les pratiques et les technologies archivistiques et les portails de découverte existants se chargent de l'administration du financement.[34]

En 2024, 376 projets de numérisation et de description des communautés du patrimoine documentaire à travers le Canada ont été financés par un financement fédéral de 14,97

[31] « Recherche Google Scholar pour 'Archivescanada.accesstomemory.ca'. »
[32] Michael Ridley, « Culture, Values, and Change: Observations from Three Consortia in Canada ». Dans *Collaboration in Libraries and Learning Environments*, édité par Maxine Melling et Margaret Weaver. Éditions Facet, 2013. https://www.dropbox.com/scl/fi/kux83mnloq7v4nj1g0lol/Ridley-Values-Culture-Change-2013.pdf?rlkey=wicp0885rs0g3klb26a7lci5f&e=1&dl=0.
[33] Bibliothèque et Archives Canada. « Soutien financier pour les institutions du patrimoine documentaire ». Gouvernement du Canada, le 8 octobre 2024. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/nouvelles/2024/10/soutien-financier-pour-les-institutions-du-patrimoine-documentaire.html.
[34] Bibliothèque et Archives Canada. « À propos du Programme. » Gouvernement du Canada, le 7 août 2025. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/services/programmes-financement/pcpd/a-propos.html.

millions de dollars.[35] Les pages Web du PCPD ne font état d'aucune obligation pour les participants au PCPD de promouvoir les projets financés ou d'y déposer des informations dans les infrastructures de recherche archivistique existantes, telles que celles d'Archives Canada ou les portails de recherche provinciaux et territoriaux. Cette absence de lien entre le PCPD et le Réseau canadien d'information archivistique signifie que les projets financés sont invisibles pour les chercheurs et le public qui utilisent les infrastructures de recherche archivistique nationales, provinciales et territoriales du Canada. D'importantes initiatives de numérisation et de description financées par BAC - dont bon nombre visaient à faciliter l'accès et la recherche pour les organisations de patrimoine culturel autochtones - sont absentes du Réseau canadien d'information archivistique que les ANC/BAC eux-mêmes ont initialement défendu et auquel ils s'étaient engagés.

Alors que notre groupe de travail terminait ses travaux, l'histoire s'est répétée en février 2026 lorsque BAC a annoncé l'élimination du PCPD sous la direction de la bibliothécaire et archiviste du Canada, Leslie Weir, et du ministre de l'Identité et de la Culture du Canada et ministre responsable des Langues officielles, Marc Miller. Aucune consultation avec l'ensemble de la communauté archivistique n'a eu lieu avant cette annonce. Le groupe de travail a terminé ses recherches de base en mars 2026.

Chronologie complète : Histoire d'Archives Canada

Une chronologie visuelle de cet historique peut être générée à l'aide de cette feuille de calcul dans Timeline.js

1985 : Création du Conseil canadien des archives

- « Le Conseil canadien des archives a été créé en 1985 pour favoriser le développement d'un système archivistique canadien, ou peut-être plus exactement, d'un réseau coordonné de réseaux. C'est dans son approche de la construction de réseaux à la fois au niveau provincial/territorial et au niveau national que le CCA tire son caractère unique. » - p. 3, *Raising CAIN* (15 novembre 1997)

[35] Bibliothèque et Archives Canada. « Anciens bénéficiaires de financement. » Gouvernement du Canada, le 7 août 2025. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/services/programmes-financement/pcpd/projets.html.

1986 : Le CCA publie l'Annuaire des dépôts d'archives canadiens

- L'Annuaire a été publié pour la première fois en 1981 par le Bureau canadien des archivistes.

Mai 1996 : Le CCA parraine la première table ronde « Les archives et l'autoroute de l'information » à Ottawa

- « Des représentants de tous les conseils provinciaux et territoriaux, des Archives nationales et des associations professionnelles nationales ont participé à la réunion. La réunion a permis de partager des informations sur diverses initiatives impliquant la diffusion électronique de l'information archivistique. » - p. 4, *Raising CAIN* (15 novembre 1997)

Printemps 1997 : Le CCA met sur pied un groupe de travail

- Le groupe de travail est chargé de « développer une stratégie détaillée et un plan d'action pour le développement du réseau d'information archivistique du Canada, en articulant les objectifs généraux du réseau et en utilisant le rapport de la table ronde et les réponses comme base pour l'élaboration de la stratégie … Le Groupe de travail a produit trois ébauches de « Raising CAIN : Building Canada's Archivis's Information Highway »... Ces ébauches ont été distribuées aux fins de commentaires au sein de la communauté archivistique. » - p. 4, *Raising CAIN* (15 novembre 1997)

19-20 septembre 1997 : Deuxième table ronde sur « Les archives et l'autoroute de l'information » à Ottawa

- « Les participants ont discuté de tous les aspects du rapport et sont parvenus à un consensus sur la stratégie générale. Une version finale du document incorporant les commentaires de la table ronde [est] envoyée aux conseils et aux représentants présents à l'Assemblée générale du CCA de l'automne pour approbation officielle. » - p. 4, *Raising CAIN* (15 novembre 1997)
- La vision collective du Réseau canadien d'information archivistique est « d'améliorer la connaissance et l'appréciation de notre passé en donnant accès aux documents archivistiques du pays par l'intermédiaire de l'autoroute de l'information ». - p. 5. Il est

indiqué qu'il fournit « à la communauté archivistique canadienne un cadre de réseau national d'information qui répond aux besoins de notre communauté et des utilisateurs actuels et potentiels des archives ». - p. 6

2001 : Lancement du RCIA

- Le 20 octobre 2001, le Conseil canadien des archives a lancé le Réseau canadien d'information archivistique (RCIA), qui contient initialement les profils de 800 institutions d'archives à travers le pays et des renseignements sur leurs descriptions et leurs expositions virtuelles.
- Le RCIA est hébergé par les Archives nationales du Canada (qui fusionneront peu après en 2004 pour devenir Bibliothèque et Archives Canada) sur une plateforme appelée Mikan.

2006 : Laura Millar sur le RCIA

- Laura Millar propose une analyse du RCIA dans le chapitre de 2006 « Création d'un système d'information national dans un environnement fédéral : quelques réflexions sur le Réseau canadien d'information archivistique » (*Creating a National Information System in a Federal Environment : Some Thoughts on the Canadian Archival Information Network*) dans *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory : Essays from the Sawyer Seminar*, p. 182-192.
- Millar souligne que la promesse du RCIA était d'être utilisé comme un outil de « communication, consultation, coordination et coopération » entre les parties prenantes archivistiques et la communauté archivistique ... dans le but de « transformer le paysage archivistique pour les chercheurs et les archivistes, d'abattre les murs des salles de lecture des archives et d'ouvrir toutes les archives du Canada à tous les Canadiens ».
- « Le cœur du succès du RCIA - en particulier la fonction de catalogue collectif - sera la similitude des pratiques entre les institutions, en particulier en ce qui concerne la description. Dans un souci d'homogénéité, les RDDA ont été désignées comme normes de description. (p. 183)
- « La réalité des bases de données, c'est qu'elles ne fonctionnent que si elles sont rigoureusement structurées. Grâce à ses programmes de financement, la communauté archivistique canadienne a mis en place un mécanisme visant à garantir la cohérence

et la rigueur en exigeant une stricte adhésion aux RDDA. Pour aider les institutions à se conformer à ces exigences descriptives, un groupe de conseillers en archivistique a vu le jour à travers le pays, financé par les fonds publics. Le programme du CCA fournit des fonds aux conseils provinciaux et territoriaux pour qu'ils embauchent des conseillers en archivistique ainsi que des éducateurs et des coordonnateurs de réseau pour répondre aux besoins de la communauté en matière d'éducation et d'information. Bon nombre de ces conseillers ont été les seuls à occuper ces postes depuis que les fonds publics destinés au système d'archives ont été mis à disposition pour la première fois dans les années 1980 et 1990. Leur connaissance de leur communauté est immense; Ce sont des instruments de recherche ambulants. Quel fardeau de responsabilité leur a-t-on imposé? Quelle influence ont-ils sur l'état des archives de leur région? Cette influence est-elle juste pour eux, pour la communauté archivistique ou pour les utilisateurs des archives? Il est possible que ces coordonnateurs soient en train de devenir, en fait, des gardiens. Un tel rôle implique un niveau de responsabilité qui n'est peut-être pas ce que le système archivistique avait prévu ou ce dont la communauté archivistique a besoin. Ces coordonnateurs doivent-ils guider le développement du système archivistique? Ou devraient-ils simplement superviser, mais pas contrôler, les réseaux?... À l'heure actuelle, la décision concernant ce qui entre et ce qui est laissé de côté n'est pas uniforme. Les institutions et les coordinateurs prennent des décisions en fonction de leurs réalités... La question est de savoir si cela a de l'importance. Il est important que la communauté archivistique canadienne veille à ce que le RCIA soit la première étape de la recherche, et non la seule. Il est important que les archivistes veuillent que les utilisateurs sachent qu'un résultat de recherche négatif n'est pas nécessairement une réponse, mais peut-être simplement une absence d'information. Mais il importe moins que l'information contenue dans les réseaux soit complète ou sélective que le fait que les archivistes expliquent comment leurs décisions ont été prises. (p. 185 et 186)

- « Les bases de données structurées fournissent des descriptions logiques et uniformes des fonds. Mais les bases de données ne sont manifestement pas toujours logiques. Et les informations qu'elles contiennent ne sont pas toujours cohérentes. Une grande partie de ce qui se trouve dans les dépôts n'est pas incluse dans les réseaux... Mais de nos jours, il n'y a personne à côté de l'utilisateur à l'ordinateur pour expliquer les résultats de la recherche. La communauté archivistique commence-t-elle à parler en langues, créant un Babel inintelligible pour les utilisateurs? (p. 187)

- « La communication implique le dialogue. La communauté archivistique canadienne n'a pas activement sollicité l'avis des utilisateurs dans le cadre de l'élaboration d'outils en ligne. Et les réseaux en ligne n'ont pas de mécanismes réguliers pour demander aux utilisateurs s'ils ont trouvé ce qu'ils veulent, comment ils l'ont trouvé et comment les systèmes pourraient être améliorés. Quand les gens franchissent la porte du dépôt et posent des questions... Les archivistes peuvent interpréter pour eux et, en même temps, réévaluer les pratiques institutionnelles. Mais les outils pour permettre cette réévaluation n'existent pas encore dans l'environnement électronique... Aucun des projets existants du catalogue collectif n'a intégré une analyse formelle de l'utilisateur ou une analyse de l'environnement. Les utilisateurs n'ont pas participé aux travaux des comités directeurs ou des groupes de travail qui élaborent des réseaux d'archives. Cette absence de participation généralisée des utilisateurs remonte aux RDDA, qui ont été développées sans l'apport formel de la communauté des utilisateurs. Si les archivistes n'ont pas consulté le public, comment les concepteurs de catalogues collectifs en ligne pourront-ils savoir que les outils servent adéquatement le public?... Les gens ne se soucient peut-être pas de ce qu'est un fonds, mais les archivistes peuvent utiliser des outils tels que le RCIA pour expliquer le concept et engager un dialogue avec les utilisateurs sur sa validité. À tout le moins, les réseaux en ligne devraient inclure des informations expliquant le contexte dans lequel les bases de données ont été créées. Sur les catalogues collectifs ou les pages d'accueil des établissements, les archivistes pourraient expliquer ce qui est inclus dans la base de données, ce qui ne l'est pas et pourquoi. (p. 187)
- « Au Canada, les archives totales, le système archivistique et le réseau archivistique émergent ont toujours dépendu du financement public. Et les efforts financés par des subventions sont, par définition, axés sur des projets. La gestion par projet, bien qu'elle puisse aboutir à d'importantes réalisations à court terme, ne fournit pas les bases d'une durabilité à long terme. Des signes indiquent déjà que le réseau canadien pourrait ne pas être viable sans une gestion et une supervision rigoureuses. (p. 189)
- « Le partage de l'information est l'une des principales priorités en matière d'archives. Le RCIA peut être un outil remarquable pour les communications et le réseautage. Au lieu de se concentrer sur des fonds immaculés, le RCIA pourrait accepter la nature chaotique des archives et devenir davantage un centre d'information, un babillard sur l'état des archives. Le RCIA pourrait, par exemple, inclure des renseignements non seulement sur les documents qui se trouvent déjà dans les institutions d'archives, mais

aussi sur les documents qui n'ont pas encore été acquis. Les archivistes pourraient créer... des bribes d'informations, des descriptions partielles et même simplement des questions et des requêtes. De telles informations pourraient aider les archivistes et les utilisateurs à savoir quels documents existent, qu'il s'agisse de fonds ou non... Le plein potentiel du RCIA réside dans sa capacité à rapprocher les archivistes et les utilisateurs, afin de favoriser le partage de l'information entre les professionnels et le public.

- « Les archivistes doivent également se souvenir des priorités des financeurs. Les archivistes doivent s'appuyer positivement sur le travail accompli à ce jour et encadrer les projets futurs de manière à ce qu'ils soient non seulement pertinents sur le plan archivistique, mais aussi financièrement responsables et, en fin de compte, durables... Comme l'a reconnu Brian Speirs, archiviste provincial de la Nouvelle-Écosse et fervent partisan du système RCIA, « nous avons parfois perdu de vue la prémisse fondamentale selon laquelle le RCIA est destiné au public canadien et seulement secondairement aux archivistes ». L'une des façons de garder cet objectif est de continuer à revenir vers les utilisateurs et les collègues pour partager leurs expériences et demander des commentaires et des conseils. Ce n'est qu'en écoutant le public que les archivistes sauront si les systèmes et les structures mis en place répondent à la fois aux attentes du public et à ce que les archivistes estiment nécessaire. (p. 190)

2006 : Le CCA et Bibliothèque Archives Canada mettent sur pied un groupe de travail conjoint sur le catalogue national

- « En 2006, le CCA et BAC ont mis sur pied un groupe de travail conjoint sur le catalogue national dans le but de revitaliser Archives Canada. Le Groupe de travail a produit un rapport en avril 2007, qui énonce une vision, présente des options pour le développement futur et formule des recommandations pour les prochaines étapes. Parmi les prochaines étapes identifiées, il a été recommandé d'évaluer les infrastructures techniques, l'état de préparation à plusieurs niveaux et les infrastructures de métadonnées des réseaux provinciaux et territoriaux. Bibliothèque et Archives Canada a par la suite accepté de financer une évaluation de la capacité et d'accorder un contrat à Sharon White, une archiviste professionnelle... employée à temps partiel à titre de coordonnatrice du réseau d'archives de l'Ontario (ARCHEION). » Étude d'évaluation de la capacité des réseaux provinciaux et

territoriaux d'information archivistique du CCA/BAC *(Report on the CCA/LAC Capacity Assessment Study of the Provincial and Territorial Archival Information Networks)* (mars 2008).

- Le rapport du groupe de travail a suscité un intérêt de la part du CCA pour la migration d'Archives Canada, alors hébergée par Bibliothèque et Archives Canada, vers la plateforme Access to Memory (AtoM). La vision, les objectifs et les stratégies de cette initiative sont d'accroître l'étendue et la profondeur des archives décrites dans le catalogue national, d'inciter un plus grand nombre de Canadiens à l'utiliser et d'accroître la participation des institutions d'archives. Un rapport interne subséquent du 7 avril 2009 adressé au CCA et à BAC détaille comment AtoM peut améliorer Archives Canada. Il décrit comment l'exécutif du CCA a décidé, à l'hiver 2008, de collaborer avec l'AABC dans le cadre de son projet pilote ICA-AtoM / BCAUL afin qu'elle puisse suivre les résultats du projet par rapport à sa propre stratégie pour Archives Canada. Le président du CCA, Ian Forsyth, a écrit une lettre au bibliothécaire et archiviste du Canada, Ian Wilson, pour demander à BAC d'apporter un soutien financier à ce projet, étant donné le rôle de BAC en tant qu'administrateur technique du portail d'Archives Canada. Ce rapport de 2009 ne fait aucune mention de la capacité du personnel du CCA à gérer Archives Canada, mais recommande qu'un employé consacre de 1 à 3 jours par mois à la maintenance de la base de données.

2012 : Le financement fédéral de 1,7 million de dollars du PNDA est éliminé sans préavis à la communauté archivistique

- Le 30 avril 2012, Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a éliminé le Programme national de développement des archives (PNDA) sous la direction du bibliothécaire et archiviste de l'époque, Daniel Caron, et du ministre du Patrimoine, James Moore.
- Le PNDA était un programme de contribution de 1,7 million de dollars administré par le CCA et distribué aux 13 conseils d'archives du Canada pour soutenir les activités archivistiques à l'échelle locale, y compris le financement de base de nombreux programmes de conseillers en archivistique.
- En plus de contribuer au financement des programmes de conseillers en archivistique, de nombreux projets locaux de description et de numérisation dans les archives à

travers le Canada ont été annulés ou bloqués en raison des coupes soudaines du PNDA. Les services d'archives avaient moins de capacité à contribuer aux réseaux provinciaux et à Archives Canada. Par exemple, de nombreux services d'archives ont expliqué en détail comment le travail de description a été rendu possible grâce au financement du PNDA, comme le fonds Junior League of Greater Vancouver de la ville de Vancouver et le fonds Mavor Moore des archives Clara Thomas de l'Université York. Ce ne sont là que deux exemples de la façon dont le PNDA a soutenu les archives en fournissant des points d'accès en ligne aux documents dont elles ont la charge. L'impact de la perte du PNDA sur la communauté archivistique canadienne se poursuit et est particulièrement perceptible par la capacité réduite de contribuer à Archives Canada et aux portails de bases de données en ligne provinciaux et territoriaux.

2015 : Lancement de la deuxième génération d'Archives Canada à l'aide d'AtoM (version 2.0)

- À la suite de la décision du CCA et de Bibliothèque et Archives Canada de transférer le soutien à l'hébergement de Mikan, pris en charge par les serveurs et le personnel de BAC, à une instance AtoM hébergée prise en charge par une entente d'hébergement avec Artefactual Systems, la version AtoM d'Archives Canada est lancée à la fin de 2015, déconnectant ainsi l'infrastructure technologique physique d'Archives Canada de BAC.
- Ce projet de modernisation d'AtoM-Archives Canada, grâce au soutien du CCA, a également bénéficié à toutes les organisations d'archives canadiennes utilisant AtoM comme base de données de descriptions, car il a entraîné des améliorations au code public de la plateforme AtoM, y compris des améliorations de l'évolutivité d'AtoM, une amélioration de l'indexation d'AtoM et une nouvelle apparence via le thème « Dominion » inclus dans la version 2.0 d'AtoM.

2024 : Le Groupe de travail Archives Canada du CCA est mis sur pied pour examiner et renouveler Archives Canada

- Après une longue période sans mise à jour d'Archives Canada, un groupe d'archivistes s'est joint au Conseil canadien des archives pour constituer un groupe de travail

chargé de repenser Archives Canada. Les objectifs à atteindre par le Groupe de travail Archives Canada sont les suivants :

- Assurer un cadre durable pour qu'Archives Canada continue de répondre aux besoins des chercheurs et de la communauté archivistique.
- Aider les services d'archives de tout le pays à rendre leurs collections d'archives accessibles.
- Garantir que toutes les provinces, tous les territoires et toutes les régions soient en mesure de contribuer également à Archives Canada.
- Assurer un lieu de connexion entre les instances provinciales d'AtoM.
- Réinventer la façon dont les archives communautaires et autochtones peuvent participer à Archives Canada.
- Trouver un moyen facile de contribuer, de modifier les descriptions et de partager des fichiers d'autorité.
- Déterminer comment Archives Canada peut mettre en place l'infrastructure et les politiques nécessaires pour assurer un succès continu.

Ouvrages consultés

Des sources sont également disponibles dans le groupe Zotero du Groupe de travail d'Archives Canada, accessible au public.

Allison-Bunnell, Jodi. Finding Aid Aggregation at a Crossroads. 20 mai 2019. https://escholarship.org/uc/item/5sp13112.

Artefactual Systems. « ArchivesCanada Upgrade - AtoM Wiki. ». AtoM, 2015. https://wiki.accesstomemory.org/wiki/Development/Projects/ArchivesCanada.

Beattie, Judith et le Bureau canadien des archivistes. *Directory of Canadian Archives = Annuaire des dépôts d'archives canadiens*. Bureau canadien des archivistes, 1981.

Bibliothèque et Archives Canada. « À propos du programme. » Gouvernement du Canada, 7 août 2025. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/services/programmes-financement/pcpd/a-propos.html.

Bibliothèque et Archives Canada. « Anciens bénéficiaires. » Gouvernement du Canada, 7 août 2025. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/services/programmes-financement/pcpd/projets.html.

Bibliothèque et Archives Canada. « Fin du programme des collectivités du patrimoine documentaire ». Gouvernement du Canada, 4 février 2026. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/services/programmes-financement/pcpd.html.

Bibliothèque et Archives Canada. « Soutien financier pour les institutions du patrimoine documentaire ». Gouvernement du Canada, 8 octobre 2024. https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/nouvelles/2024/10/soutien-financier-pour-les-institutions-du-patrimoine-documentaire.html.

Blouin, Francis X., et William G. Rosenberg, éd., *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*. University of Michigan Press, 2006. https://doi.org/10.3998/mpub.93171.

Board of the Friends of the BC Archives. « FBCA Position Paper – BC Archives: New Facilities; New Directions. »; Friends of the BC Archives, 19 décembre 2024. https://friendsofbcarchives.wordpress.com/2024/12/19/fbca-position-paper-bc-archives-new-facilities-new-directions/.

Caya, Marcel, David Léonard, Gilles Héon, Association of Canadian Archivists, Bureau canadien des archivistes et Association des archivistes du Québec. *Directory of*

Canadian Archives = Annuaire des dépôts d'archives canadiens. Bureau canadien des archivistes 1986.

Collective, Shift. Increasing Discovery of Archives: A Project to Provide Better Pathways to Archival Records in Cultural Heritage Collections. 1er février 2022. https://escholarship.org/uc/item/0kd7d5m0.

Comité directeur du RCIA. Discussion Paper on Technology Options for CAIN. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 1999.

Comité directeur du RCIA. Technical Options for CAIN: Functionality and Implementation Issues (ébauche). [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 1999.

Conseil canadien des archives. Forum du Réseau canadien d'information archivistique (RCIA). [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2000.

Conseil canadien des archives. « Système archivistique canadien (SAC) », ARCHIVESCANADA.ca, 2026. https://archivescanada.ca/fr/systeme-archivistique-canadien/.

Conseil canadien des archives. Canadian Council of Archives Business Plan for the Canadian Archival Information Network 2000-2001. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2000.

Conseil canadien des archives. « Constitution et règlements du Conseil canadien des archives ». 2025. https://archivescanada.ca/wp-content/uploads/2026/04/CCA_UpdatedBylaws2025_FR.pdf.

Conseil canadien des archives. « Programme national de développement des archives (PNDA) : Retour sur les procédures 2006-2007 ». 2007. https://docs.google.com/presentation/d/1SyRqieMI_vIpJ2LRmh445phLgPx_rpsw/edit?usp=sharing&ouid=110073138577096292490&rtpof=true&sd=true.

Dancy, Richard. « Waiting for RiC: The Release of Records in Contexts, Version 1.0. ». *Archivaria*, vol. 98, nov. 2024, pp. 166-91. https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13997.

Groupe de travail conjoint sur le catalogue national. Rapport du Groupe de travail conjoint CCA-BAC sur le catalogue national (ARCHIVESCANADA.ca). [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2007. https://drive.google.com/file/d/1j2F3FFNrzpBZpbwL9uA3v2Z5cLmkXSiR/view?usp=sharing.

Groupe de travail sur l'autoroute de l'information du Conseil canadien des archives. Raising CAIN: A Proposal to Build Canada’s Archival Information Network. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 1998.

Groupe de travail sur l'autoroute de l'information du Conseil canadien des archives. Raising CAIN: Building Canada’s Archival Information Network. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 1997.

Henry, Gwendal. « Infrastructure de recherche numérique pour les SHS au Canada. » Érudit, 1 mai 2025. https://apropos.erudit.org/infrastructure-shs-analyse/.

Hutchinson, Tim. An Exploration of Future Technical Options for CAIN. ACA Occasional Papers Document n° 2 du Comité de l'éducation de l'ACA. 2003. https://archivists.ca/ACA-Books-Guides .

Hutchinson, Tim, et Paul Maxner. Build It, and They Will Index It? Recommendations for Making Archives Canada Accessible to Web Search Engines.? [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2004.

Internet Archive Wayback Machine. « ARCHIVES CANADA - EXPOSITIONS VIRTUELLES [Web Archive, version du 11 octobre 2011] ». 11 octobre 2011. https://web.archive.org/web/20120129172105/http://www.archivescanada.ca/fr/virtual/search.asp?todo=all.

Internet Archive Wayback Machine. "ARCHIVES CANADA - SONDAGE [Web Archive, version du 26 août 2011]." 26 août 2011. https://web.archive.org/web/20110826043945/http://www.archivescanada.ca/fr/f_survey.html.

Internet Archive Wayback Machine. "Canadian Council of Archives / Conseil Canadien Des Archives [Web Archive, version du 17 avril 1997]." 17 avril 1997. https://web.archive.org/web/19970417202717/http://www.cdncouncilarchives.ca:80.

Internet Archive Wayback Machine. « Conseil canadien des archives - Financement [Web Archive, version du 25 avril 2009] ». 25 avril 2009. https://web.archive.org/web/20090222220428/http://cdncouncilarchives.ca/f-financial.html.

Invest in Open Infrastructure. « Unveiling the 2025 State of Open Infrastructure Report. ». 22 mai 2025. https://investinopen.org/blog/unveiling-the-2025-state-of-open-infrastructure-report.

Joffrion, Elizabeth. « Funding, Sustainability, and Cross-Institutional Collaboration. » Dans *Economic Considerations for Libraries, Archives and Museums*, 1re éd. Routledge, 2021. https://doi.org/10.4324/9781003037101.

Kosta, Mary Grace. Press release: ARCHIVESCANADA.ca Working Group / Présentation du Groupe de travail ARCHIVESCANADA.ca. 8 octobre 2024. https://archivescanada.ca/wp-content/uploads/2025/07/PressRelease_ARCHIVESCANADA.caWorkingGroup_Sept2024_FR.pdf.

McMahon, Nancy. « CAYA, LEONARD & HÉON (éd.), Directory of Canadian Archives; ARTHUR, Toronto, No Mean City; MATTIE, 100 Years of Architecture in Kingston: ...; GARAY (Comp.), The J.L. Garvin, Frank Waters, Oliver Woods Archives... ». *Archivaria*, vol. 23, jan. 1986, p. 165. https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/11392.

Millar, Laura. « Coming Up with Plan B: Considering the Future of Canadian Archives. ». *Archivaria*, vol. 77, mai 2014, pp. 103-39. https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13485.

Millar, Laura. « Creating a National Information System in a Federal Environment. » In *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*. University of Michigan Press, 2006. https://doi.org/10.3998/mpub.93171.

Millar, Laura. Seeking Our Critical Vision: Speculations on the Past, Present, and Future of CAIN. ACA Occasional Papers (publication Web n° 3). 2003. https://archivists.ca/ACA-Books-Guides .

Millar, Laura. « The Death of the Fonds and the Resurrection of Provenance: Archival Context in Space and Time. » *Archivaria*, vol. 53, mai 2002, pp. 1-15. https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/12833.

Neylon, Cameron. « Sustaining Scholarly Infrastructures through Collective Action: The Lessons That Olson Can Teach Us. » KULA: Knowledge Creation, Dissemination, and Preservation Studies 1 (décembre 2017) : 3. https://doi.org/10.5334/kula.7.

Niu, Jinfang. « Addressing the Free-Rider Problem in Collectively Built Online Archives. ». *Archival Science*, vol. 25, no 2, 2025, p. 13. https://doi.org/10.1007/s10502-025-09480-2.

« Recherche Google Scholar pour 'Archivescanada.accesstomemory.ca'. » 4 mars 2026. https://scholar.google.com/scholar?q=archivescanada.accesstomemory.ca&hl=en&as_sdt=0,5&inst=315209982802967212.

Ridley, Michaël. « Culture, Values, and Change: Observations from Three Consortia in Canada. ». In Collaboration in Libraries and Learning Environments, édité par Maxine Melling et Margaret Weaver. Éditions Facet, 2013. https://www.dropbox.com/scl/fi/kux83mnloq7v4nj1g0lol/Ridley-Values-Culture-Change-2013.pdf?rlkey=wicp0885rs0g3klb26a7lci5f&e=1&dl=0.

Robichaud, Danielle. « Contextualizing a Scandal: A Brief History of Library and Archives Canada. ». *Active History*, 29 avril 2024. https://activehistory.ca/blog/2024/04/29/contextualizing-a-scandal-a-brief-history-of-library-and-archives-canada/.

Tanzi, Nick. Library Tech Trends for 2026. 3 février 2026. https://the-digital-librarian.com/2026/02/03/library-tech-trends-for-2026/.

Turner, Adrian, Lisa Schiff, Catherine Mitchell et Günter Waibel. *Building a National Finding Aid Network: Final Report*. University of California Digital Library, 2024. http://escholarship.org/uc/item/6xr6q38m.

Valpy, D. Richard. « From Missionaries to Managers: Making the Case for a Canadian Documentary Heritage Commission. » *Archivaria*, vol. 82, déc. 2016, pp. 137-63. https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13584.

Van Garderen, Peter, Lara Wilson, Richard Dancy, Kelly Stewart, Janet McMaster et Evelyn McLellan. The ICA-AtoM / BCAUL Pilot Project: Report to Library and Archives Canada / Canadian Council of Archives. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2009.

White, Sharon. Report on the CCA/LAC Capacity Assessment Study of the Provincial and Territorial Archival Information Networks. [Rapport non publié]. Conseil canadien des archives, 2008.

CHAPITRE DEUX : Besoins de la communauté

Le Sous-groupe sur les besoins des utilisateurs du Groupe de travail d'Archives Canada a été chargé de déterminer les besoins de la communauté pour le réseau national d'instruments de recherche, Archives Canada, le réseau pancanadien d'instruments de recherche fondé sur Access to Memory.

Livrables – enquêtes

Le sous-groupe a élaboré et mené des enquêtes pour déterminer qui utilise Archives Canada ou y contribue. Entre le 22 octobre et le 30 novembre 2024, des enquêtes ont été lancés auprès des praticiens et des chercheurs, tant en anglais qu'en français.

L'enquête auprès des praticiens comportait 40 questions. Au total, 202 enquêtes auprès des praticiens ont été envoyés par courriel, sur des listes de diffusion et sur des forums de discussion aux praticiens anglophones et francophones, l'échantillon étant composé de ceux qui ont répondu. Il y a eu 114 réponses complètes aux questions requises pour l'enquête auprès des praticiens anglophones et cinq réponses complètes aux questions requises pour l'enquête auprès des praticiens francophones.[36]

L'enquête menée auprès des chercheurs comportait 25 questions. Au total, 73 enquêtes auprès des chercheurs ont été envoyés par courriel, sur des listes de diffusion et sur des forums de discussion à des praticiens anglophones et francophones, l'échantillon étant constitué de ceux qui ont répondu. Le public cible était les chercheurs en archives qui utilisent Archives Canada. Il y a eu 34 réponses complètes aux questions requises pour l'enquête auprès des chercheurs anglophones et une réponse complète aux questions requises pour l'enquête auprès des chercheurs francophones. [37]

[36] Le CCA a fourni les traductions françaises des enquêtes. Remerciements à Isabelle Alain et Charlotte Forbes. Les données ont été recueillies auprès d'institutions et de particuliers, sans aucun contrôle sur qui ou combien de personnes ont répondu à l'enquête. Étant donné qu'un lien Web de l'enquête a été partagé, le taux de réponse ne peut pas être déterminé.

[37] Les données ont été recueillies auprès d'institutions et de particuliers, sans aucun contrôle sur qui ou combien de personnes ont répondu à l'enquête. Étant donné qu'un lien Web vers l'enquête a été partagé, le taux de réponse ne peut pas être déterminé. Les enquêtes ne visaient pas à obtenir des renseignements sur les communautés et/ou les groupes ethniques que représentaient les répondants - les enquêtes ne comportaient que des questions relatives à leur travail professionnel et à leurs recherches, ainsi qu'à la province ou le territoire dans lequel ils étaient établis.

En raison du faible taux de réponse des enquêtes auprès des praticiens et des chercheurs francophones, le sous-groupe a relancé l'enquête auprès d'un public ciblé entre le 3 et le 21 novembre 2025.[38] Au total, il y a eu 40 réponses complètes aux questions requises pour l'enquête auprès des praticiens, et une réponse complète aux questions requises pour l'enquête auprès des chercheurs.[39]

Le sous-groupe a remis six rapports contenant les résultats de l'enquête au comité de direction du Conseil canadien des archives (CCA) et au groupe de travail d'Archives Canada, et a présenté les résultats de l'enquête lors de trois conférences et au Groupe conjoint États-Unis-Canada des utilisateurs d'AtoM (*Joint US-Canada AtoM Users Group*). Les diapositives de la présentation ont été rendues publiques sur le site Web du CCA.[40]

Livrables – groupes de discussion

Le sous-groupe a élaboré une série de neuf questions de groupe de discussion à l'intention des praticiens et une autre série de huit questions à l'intention des chercheurs. Il a ensuite organisé des groupes de discussion composés de praticiens anglophones, de chercheurs anglophones, de conseillers en archivistique anglophones et de praticiens francophones. [41]

Il y avait 75 personnes invitées, et parmi elles, il y avait 37 participants répartis dans six groupes de discussion. Des notes ont été prises à chaque séance et elles ont été envoyées aux

[38] Les enquêtes auprès des praticiens ont été envoyés par l'intermédiaire de cinq courriels à des collègues clés travaillant avec divers organismes d'archivistes au Québec et partagés sur LinkedIn avec des praticiens et des chercheurs francophones.

[39] Dans le présent rapport, les enquêtes de 2024 sont appelées la « première enquête » et les enquêtes de 2025 sont appelées la « deuxième enquête ».

[40] Le 14 mai, les résultats de l'enquête ont été présentés lors de la conférence du Réseau canadien de recherche sur le savoir (RCRC). Le 23 mai, les résultats de l'enquête ont été présentés lors du congrès de l'Association des archivistes du Québec (AAQ). Le 10 juin, les résultats ont été présentés lors de la conférence de l'Association canadienne des archivistes (ACA). Et finalement, le 18 novembre, les résultats ont été partagés avec le Groupe conjoint États-Unis-Canada des utilisateurs d'AtoM (*Joint US Canada AtoM Users Group*); les diapositives PowerPoint ont été rendues publiques via le site Web du CCA: https://archivescanada.ca/fr/comites/ .

[41] Le 22 juillet 2025, nous avons tenu la première séance de groupe de discussion de praticiens anglophones avec sept participants. Le 6 août, nous avons tenu la deuxième séance de groupe de discussion des praticiens francophones avec sept participants. Le 4 septembre, nous avons tenu la troisième séance de groupe de discussion des praticiens anglophones avec sept participants. Le 2 octobre, nous avons tenu la quatrième séance de groupe de discussion de chercheurs anglophones avec six participants. Le 7 octobre, nous avons tenu la cinquième séance de groupe de discussion des praticiens anglophones avec sept participants. Et enfin, le 17 octobre, nous avons organisé une séance de groupe de discussion de conseillers en archives anglophones avec trois participants.

analystes, accompagnées d'une transcription et d'un enregistrement audio, avant de cerner les thèmes de tous les groupes de discussion. Les enregistrements vidéo et audio n'ont pas été conservés après l'analyse, et les renseignements permettant d'identifier les participants n'ont pas été inclus dans les notes ou les analyses.[42] Un rapport final sur les groupes de discussion a été remis au comité de direction du CCA et au groupe de travail d'Archives Canada.

Étude américaine

De 2020 à 2023, un projet de recherche visant à jeter les bases d'un réseau national d'instruments de recherche a été entrepris aux États-Unis.[43] Les principaux résultats sont brièvement résumés ici pour les données des praticiens.

Agrégateurs

- Les agrégateurs ne desservent pas toutes les régions et sont à risque à mesure que l'infrastructure vieillit et que les budgets diminuent.
- La plupart des agrégateurs étatiques et régionaux sont sous-financés et manquent de ressources parce que les subventions n'étaient destinées qu'au démarrage, et non à la pérennité de ces réseaux.
- Des plateformes comme SNAC et ArchiveGrid dépendent d'un accès continu aux instruments de recherche mis à disposition par des agrégateurs ou des institutions individuelles.

Praticiens

- De nombreux services d'archives ne publient pas leurs instruments de recherche en ligne.
- Les archives sous-financées ont besoin d'un moyen de participer.

[42] Pour les groupes de discussion, les modérateurs étaient Jennifer Nangreave, Jody Robinson, Erin Greeno, Tracey Krause, Matthew Keels et Kelli Babcock. Les preneurs de notes étaient Mary Grace Kosta et Anna Dysert. Les analystes étaient Jia Jia Yong, Anna Dysert, Jannah Toms, Jeremy Heil, Sarah Glassford et Erin Suliak. La traduction française a été réalisée par Jody Robinson et Anna Dysert.

[43] Adrian Turner et al., « Building a National Finding Aid Network – Final Report». California Digital Library and Partner Organizations – Project Publications, août 2024. Consulté le 14 mars 2025, https://escholarship.org/uc/item/6xr6q38m

- La participation à un agrégateur peut augmenter le travail des archivistes, en particulier s'ils doivent produire des données EAD pour l'agrégateur, et peut être difficile s'ils manquent de ressources.
- Certaines archives offrent principalement un accès interne plutôt que public.
- Les archives veulent offrir un accès responsable et respectueux.
- De nombreuses archives ont des instruments de recherche dans des formats non pris en charge par les agrégateurs, par exemple des feuilles de calcul, des documents Word et PDF.
- La visibilité accrue des collections met à rude épreuve les archives, principalement en termes de licences et de demandes d'utilisation.
- Les archivistes veulent un moyen d'améliorer les instruments de recherche en veillant à ce que leurs mises à jour, comme la correction du langage préjudiciable, apparaissent dans la version agrégée.
- Les archives ont besoin d'analyses et de données d'impact pour communiquer la valeur de leur participation.
- Il y a un besoin global de ressources plus équitables, de plaidoyer et de réseaux basés sur les pairs pour soutenir les archives.

L'étude américaine a également fourni des données sur les chercheurs.

Chercheurs

- Lorsque les instruments de recherche sont invisibles, cela restreint l'accès aux chercheurs qui n'ont pas de budget de déplacement.
- Les chercheurs veulent un système facile à utiliser qui permette de découvrir des documents d'archives dans les dépôts à l'aide de moteurs de recherche, et un moyen d'affiner les résultats et d'évaluer la pertinence, par exemple en ayant des options pour parcourir et affiner les recherches en fonction des points d'accès.
- Les chercheurs veulent avoir accès aux versions numériques des documents décrits dans les instruments de recherche.

Analyse des résultats des enquêtes

Seuls les faits saillants des six enquêtes seront abordés. Des rapports plus détaillés ont été fournis au comité de direction du CCA.

Praticiens anglophones

Données démographiques de l'enquête et aperçu des réponses

L’enquête a révélé que, dans l'ensemble, les praticiens sont intéressés par la création d'un réseau national d'instruments de recherche et qu'Archives Canada pourrait être une solution viable à cet égard si le site Web était mieux entretenu. Il a été suggéré qu'il pourrait être utilisé uniquement comme répertoire des institutions. Certains ont suggéré que le CCA devrait plaider en faveur d'un soutien financier pour les archives et promouvoir l'importance des archives en mettant en valeur des institutions à travers le pays. Certains sont également d'avis que les liens avec Bibliothèque et Archives Canada (BAC) devraient être rétablis afin de créer un instrument de recherche national géré par BAC pour les descriptions archivistiques à l'échelle du pays (voir Archives nationales du Royaume-Uni). Il y avait un désir d'« ingestion automatique » des descriptions et des notices d'autorité des sites institutionnels vers des sites provinciaux, territoriaux ou nationaux, ce qui soulève la question de la normalisation des données dans les archives.

Parmi les 159 praticiens interrogés, la plupart se sont identifiés comme des archivistes qui travaillent dans le domaine depuis plus de 15 ans.[44] Leurs principales responsabilités, par ordre de priorité, comprenaient : le traitement des collections, le développement des collections, la référence et la sensibilisation, l'administration, l'administration des systèmes de gestion des collections, les relations avec les donateurs, la supervision, la numérisation et la préservation numérique. En ce qui concerne la composition du milieu de travail, la plupart des répondants ont indiqué qu'ils avaient de deux à quatre employés à temps plein (28 %), suivis d'un employé à temps plein (19 %), puis de cinq à sept employés à temps plein (16 %), mais qu'un nombre important d'entre eux n'avaient pas d'employés permanents à temps plein (14 %). La plupart des répondants travaillaient dans les archives universitaires (24 %), suivies des archives communautaires (17 %), des archives muséales (14 %) et des archives municipales ou gouvernementales (11 %).

[44] Pour toutes les enquêtes, le nombre de répondants variait par rapport au nombre de réponses complètes, car les personnes abandonnaient au cours des enquêtes. Pour l'enquête auprès des praticiens anglophones, le nombre de répondants est passé de 159 à 114. Pour la première enquête auprès des praticiens francophones, le nombre de répondants est passé de 11 à cinq. Pour la deuxième enquête auprès des praticiens francophones, le nombre de répondants est passé de 57 à 40. Pour l'enquête menée auprès des chercheurs anglophones, le nombre de répondants est passé de 42 à 34. Pour la première enquête menée auprès de chercheurs francophones, le nombre de répondants est passé de deux à un. Pour la deuxième enquête auprès des chercheurs francophones, le nombre de répondants est passé de trois à un.

L’enquête a révélé que les dépôts où travaillaient les répondants servent plus de 100 chercheurs en personne chaque année (40 %) et que bon nombre d'entre eux ont effectué plus de 100 demandes de références à distance (46 %). Les usagers ont été identifiés comme des membres de la communauté (21 %), suivis des membres de l'organisation (18 %), puis des généalogistes et/ou des historiens locaux (17 %), puis des chercheurs universitaires (15 %). La plupart des usagers ont découvert les archives par le biais d'une recherche sur le Web (50 %) ou du bouche-à-oreille (22 %). La plupart des répondants ne savaient pas si les chercheurs utilisaient Archives Canada avant leur visite (60 %), suivis de ceux qui ont indiqué qu'ils ne l'utilisaient pas (30 %).

La plupart des personnes interrogées n'ont pas utilisé d'instance partagée d'AtoM (48 %), suivies de celles qui l'ont fait (39 %). Plus de 51 % ont indiqué qu'ils ne disposaient pas de leur propre instance hébergée d'AtoM, suivis par 37 % qui en disposaient. Lorsqu'on leur a demandé s'ils prévoyaient d'utiliser AtoM à l'avenir, la plupart ont répondu qu'ils l'utilisaient déjà (42 %), suivis par un certain nombre de personnes qui ne savaient pas (27 %), puis par ceux qui n'avaient pas l'intention de le faire (14 %).

Lorsqu'on leur a demandé si leur établissement participait aux activités d'Archives Canada, la plupart ont répondu par l'affirmative, mais qu'ils n'y ajoutaient rien (38 %), suivis de ceux qui n’y participaient pas (33 %). Un plus petit nombre d'entre eux ont dit qu'ils l'avaient fait sans qualification (7 %) ou ont indiqué qu'ils utilisaient une instance d'AtoM d'une association provinciale (2 %).

La plupart des répondants ont dit qu'ils avaient un *profil institutionnel* dans Archives Canada (41 %), suivis de ceux qui ne le savaient pas (22 %) ou de ceux qui n’en avaient pas (20 %). La plupart des répondants ont indiqué que leur profil institutionnel dans Archives Canada n’était plus à jour (42 %). 26 % des répondants avaient des *notices d'autorité* dans Archives Canada, suivis d'un nombre considérable de répondants qui ne savaient pas (25 %). En ce qui concerne la question de l'obsolescence des notices, la plupart ont indiqué qu'ils n'utilisaient pas de notices d'autorité (35 %), suivis de ceux qui ont déclaré que leurs notices étaient obsolètes (30 %). La plupart des répondants avaient des *descriptions archivistiques* dans Archives Canada (45 %). La plupart ont déclaré que personne n'ajoutait de descriptions à l'heure actuelle (38 %). La plupart d'entre eux ont également déclaré que leurs descriptions archivistiques dans Archives Canada étaient désuètes (43 %). La plupart d'entre eux ne

savaient pas comment téléverser des descriptions à Archives Canada (39 %), tandis qu'un petit nombre d'entre eux savaient comment le faire (11 %). De plus, la plupart d'entre eux ne savaient pas comment réviser ou modifier leurs descriptions archivistiques dans Archives Canada (43 %), tandis qu'un petit nombre d'entre eux savaient comment le faire (10 %).

La satisfaction à l'égard d'Archives Canada était largement négative, 31 % des répondants ayant indiqué qu'ils étaient insatisfaits ou très insatisfaits, suivis de ceux qui n'étaient ni satisfaits ni insatisfaits (26 %). Parmi ceux qui ont fait appel à Archives Canada, la plupart souhaitaient que leur description archivistique soit modifiée (25 %), suivis de ceux qui ont répondu « ne sait pas » (20 %). Certains répondants ont dit qu'ils ne voulaient pas que leurs données soient supprimées (22 %), tandis que d'autres ont dit qu'ils voulaient que leurs données soient supprimées parce qu'elles étaient obsolètes (15 %) ou qu'ils n'avaient pas la capacité de mettre à jour ou d'ajouter des données (8 %).

Plus du tiers des répondants ont répondu « ne sait pas » lorsqu'on leur a demandé s'ils aimeraient contribuer à Archives Canada (32 %), suivis d'un nombre égal de répondants qui aimeraient contribuer (32 %), puis de ceux qui l'ont déjà fait (26 %). Lorsqu'on leur a demandé quelle était l'importance d'un réseau national d'instruments de recherche, la plupart ont répondu qu'il était très important (42 %), suivis de ceux qui estimaient qu'il était assez important (32 %) et de ceux qui étaient neutres (10 %). La majorité des personnes interrogées ont répondu qu'Archives Canada ne devrait pas être éliminé (58 %), suivis de ceux qui ont répondu « ne sait pas » (30 %).

Alternatives à Archives Canada

Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient les alternatives au réseau national d'instruments de recherche, 33 répondants ont fait part de leurs commentaires :

- L'accent devrait être mis sur les bases de données provinciales et territoriales (24 %)
- Archives Canada devrait servir de répertoire institutionnel (15 %)
- Archives Canada est toujours important (12 %)
- Ne s'intéressent pas à Archives Canada, en raison d'un manque de fonctionnalité ou d'une désuétude (9 %)
- Utiliser des données liées ou des wikis (6 %)

- Suggestion que le contenu publié sur AtoM soit automatiquement importé dans les bases de données provinciales et territoriales et/ou Archives Canada (3 %)
- Utiliser un agrégateur pour les sites AtoM existants afin d'effectuer des recherches dans les descriptions (3 %)
- Des guides thématiques devraient être adoptés dans les archives (3 %)

Valorisation des archives

Lorsqu'on leur a demandé ce que le Conseil canadien des archives pouvait faire pour promouvoir leurs archives, 33 répondants ont répondu :

- Archives Canada devrait avoir un répertoire répertoriant toutes les institutions d'archives (18 %)
- Investir dans une base de données collective nationale capable d'ingérer automatiquement le contenu publié (12 %)
- Mise à jour du site Web et du contenu d'Archives Canada (12 %)
- Promouvoir les archives de manière tournante en utilisant le contenu des archives (6 %)
- Plaider en faveur de l'importance du financement des archives au Canada (6 %)
- Restructurer le CCA (3%)
- Soutenir les réseaux provinciaux par le financement (3 %)
- Soutenir le développement d'AtoM (3 %)
- Promouvoir la littératie archivistique dans l'enseignement secondaire (3 %)
- Prise de contact avec des organismes gérés par des bénévoles (3 %)
- Collaborer avec les associations provinciales et territoriales et les associations muséales pour unifier les bases de données (3 %)
- Pourquoi avons-nous besoin d'un agrégateur national (3 %)

Autres commentaires

D'autres commentaires ont été formulés par 29 répondants, notamment :

- Archives Canada n'est plus pertinent (désuet, mauvaise fonctionnalité, mauvais accès aux sujets, obstacle à l'accès au contenu) (21 %)
- Les bases de données provinciales et territoriales devraient ingérer automatiquement leur contenu dans Archives Canada (17 %)

- Appréciation à l'égard d'Archives Canada (14 %)
- Collectivement, les professionnels doivent décider s'ils maintiennent un agrégateur national ou s'ils se concentrent sur les agrégateurs provinciaux ou territoriaux (un financement est nécessaire) (7 %)
- Les archives canadiennes devraient imiter les Archives nationales du Royaume-Uni et BAC devraient être à l'avant-garde et avoir l'instrument de recherche national sur leur site (3 %)
- Une collaboration à l'échelle nationale est nécessaire pour aller de l'avant (3 %)

Intérêt pour le réseau national d'instruments de recherche

Les praticiens qui exercent des professions dans le domaine des bibliothèques ou des archives depuis zéro à trois ans (42 %) et depuis quatre à six ans (54 %) étaient plus susceptibles d'indiquer qu'un réseau national d'instruments de recherche était très important que ceux ayant une autre durée d'expérience. Ceux qui ont indiqué que cela avait le moins d'importance étaient ceux qui avaient travaillé de 11 à 15 ans (20 %).

Les établissements comptant plus de 20 employés à temps plein (40 %) étaient plus susceptibles d'indiquer qu'un réseau national d'instruments de recherche était très important. Un tiers des archivistes solos et des institutions comptant de 11 à 15 employés à temps plein ont déclaré que le réseau national d'instruments de recherche était très important. Les établissements comptant de cinq à sept employés et de huit à dix employés étaient moins susceptibles d'indiquer que le réseau était très important.

Les archives universitaires (40 % des répondants), les archives muséales (42 % des répondants) et les archives provinciales (36 %) sont plus susceptibles d'affirmer qu'un réseau national d'instruments de recherche est très important, contrairement aux archives communautaires (28 %), aux archives religieuses (20 %) et aux sociétés historiques (17 %). Aucun répondant des archives d'entreprise n'a jugé très important la mise en place d'un réseau national d'instruments de recherche.

Sur les trois réponses liées aux archives autochtones, deux ont jugé très important la mise en place d'un réseau national d'instruments de recherche.

Certaines différences régionales ont été constatées. L'Ontario, le Québec, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et les Territoires du Nord-Ouest ont répondu favorablement à la création d'un réseau national d'instruments de recherche, tandis que la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse étaient moins enclins à affirmer qu'un réseau national d'instruments de recherche était très important ou assez important.

Utilisation actuelle d'Archives Canada

Toutes les institutions comptant plus de 20 employés ont répondu qu'elles avaient recours à Archives Canada. Les établissements qui n'avaient pas d'employés à temps plein ont beaucoup moins eu recours à Archives Canada (22 %).

Les archives provinciales (64 %) ont utilisé Archives Canada beaucoup plus que les autres types de dépôts d'archives, suivies des archives communautaires (48 %) et des archives universitaires (47 %). D'autres types de dépôts n'utilisaient pas le réseau (sociétés historiques, archives d'entreprise, archives de galeries, archives privées). Les archives muséales (26 %) et les archives religieuses (30 %) se situent dans la moyenne des utilisateurs.

Sur les trois réponses concernant les archives autochtones, deux ont indiqué qu'elles n'utilisaient pas Archives Canada et une a indiqué qu'elle n'était pas certaine d'utiliser le site.

La taille des échantillons pour les provinces et les territoires variait considérablement. Toutefois, l'analyse montre que les praticiens des régions suivantes ont beaucoup moins utilisé Archives Canada que les autres régions : Territoires du Nord-Ouest (0 %), Colombie-Britannique (12 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (25 %). Les autres régions ont obtenu des résultats plus élevés : le Manitoba (60 %), le Nouveau-Brunswick (60 %), le Québec (50 %) et la Saskatchewan (50 %). Fait à noter, certains répondants de l'Ontario (39 %) ont indiqué qu'ils n'utilisaient pas Archives Canada.

Intérêt futur pour Archives Canada

En réponse à la question de savoir si Archives Canada devrait être éliminé, les professionnels exerçant dans le domaine des bibliothèques ou des archives depuis plus de 15 ans (58 %) ont

répondu qu'il ne fallait pas éliminer Archives Canada. La plupart des autres catégories de répondants étaient d'accord, y compris ceux qui travaillent dans la profession depuis sept à dix ans (38 %) et ceux qui ont 11 à 15 ans d'expérience (34 %).

Résumé

Les principales conclusions que l'on peut tirer des réponses à l'enquête sont les suivantes :

- À l'heure actuelle, Archives Canada ne répond pas aux besoins des praticiens; Peu d'entre eux se sont dits satisfaits du site.
- Le contenu d'Archives Canada est désuet.
- Les praticiens n'utilisent pas régulièrement Archives Canada à des fins de référence.
- Malgré l'insatisfaction à l'égard d'Archives Canada, la plupart des praticiens ne veulent pas qu'il soit éliminé.
- La plupart des praticiens sont intéressés à commencer ou à continuer d'utiliser Archives Canada, mais ne savent pas comment ajouter du contenu ou modifier le contenu déjà affiché sur le site (descriptions, notices d'autorité et profils institutionnels).
- Les praticiens ont indiqué qu'une coordination entre Archives Canada et les bases de données des associations provinciales ou territoriales était nécessaire.
- L'enquête n'a pas recueilli suffisamment de réponses de la part des praticiens représentant les dépôts autochtones pour tirer des conclusions adéquates. D'autres recherches sont nécessaires pour mieux représenter les archives autochtones.

Praticiens francophones

Données démographiques de l'enquête et aperçu des réponses

Les répondants à la première et à la deuxième édition de cette enquête étaient d'avis qu'il était important d'avoir un réseau national d'instruments de recherche, mais bon nombre d'entre eux ne font pas appel à Archives Canada à l'heure actuelle.

Dans la première enquête, la plupart des répondants ont indiqué qu'ils étaient archivistes (75 %) et qu'ils travaillaient dans le domaine depuis zéro à trois ans (38 %). Dans la deuxième enquête, la plupart ont également indiqué qu'ils étaient archivistes (80 %) et que la plupart travaillaient dans ce domaine depuis plus de 15 ans (44 %). Dans la première enquête, les principales responsabilités assumées par les répondants, par ordre de priorité, étaient le

traitement des collections, l'administration, la supervision, la préservation numérique, les services de référence et de sensibilisation, le développement des collections et la numérisation. Dans la deuxième enquête, les principales responsabilités assumées par les répondants, par ordre de priorité, étaient le traitement des collections, la supervision, l'administration, le développement des collections, la numérisation, les services de référence et de sensibilisation, la préservation numérique, les relations avec les donateurs et l'administration des systèmes de gestion des collections. Dans la première enquête, en ce qui concerne la dotation permanente à temps plein, la plupart avaient un employé (50 %), suivi de deux à quatre employés (13 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart avaient de deux à quatre employés (42 %), suivis d'un employé (27 %). Dans la première enquête, la plupart provenaient d'archives communautaires (38 %), d'archives privées (38 %) et d'archives universitaires (25 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart provenaient d'archives privées (38 %), d'archives religieuses (22 %) et de sociétés historiques (11 %).

Dans la première enquête, la plupart des dépôts servaient de 21 à 50 chercheurs en personne chaque année et répondaient à 21 à 100 demandes de renseignements à distance par année (67 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart des dépôts servaient plus de 100 chercheurs en personne chaque année (35 %) et répondaient à plus de 100 demandes de renseignements à distance par année (49 %). Pour la première enquête, la plupart des clients étaient des chercheurs universitaires (21 %), suivis des membres de l'organisation (16 %), des généalogistes et/ou des historiens locaux (16 %), des membres de la communauté (16 %) et des chercheurs professionnels (16 %). Pour la deuxième enquête, la plupart des clients étaient membres de l'organisation (19 %), suivis des chercheurs universitaires (16 %), des généalogistes et/ou des historiens locaux (15 %), des chercheurs professionnels (13 %), des membres de la communauté (13 %), des étudiants (13 %) et des journalistes (7 %). Pour la première enquête, la plupart des usagers ont découvert les archives par le biais d'une recherche sur le Web (83 %), tandis que pour la deuxième enquête, la plupart ont découvert les archives par le biais d'une recherche sur le Web (70 %), suivis par le bouche-à-oreille (12 %). Dans la première enquête, la moitié des répondants ne savaient pas si les chercheurs utilisaient Archives Canada avant leur visite (50 %) et l'autre moitié a indiqué qu'ils ne le faisaient pas (50 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart ne savaient pas si les chercheurs utilisaient Archives Canada avant leur visite (53 %) ou ont indiqué qu'ils ne le faisaient pas (33 %).

Dans la première enquête, un nombre égal de répondants ont utilisé et n'ont pas utilisé une instance partagée d'AtoM (50 % chacun), et dans la deuxième enquête, la plupart des répondants n'ont pas utilisé d'instance partagée d'AtoM (70 %), suivis de ceux qui l'ont fait (7 %). Dans la première enquête, la plupart des personnes interrogées ont indiqué qu'elles disposaient de leur propre instance hébergée d'AtoM (67 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart ont déclaré qu'elles n'avaient pas leur propre instance hébergée d'AtoM (65 %), suivies de celles qui l'avaient (21 %). Lorsqu'on leur a demandé s'ils prévoyaient d'utiliser AtoM à l'avenir, dans la première enquête, la plupart ont répondu qu'ils le faisaient déjà (67 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart ont répondu qu'ils ne savaient pas (30 %), mais il y avait ceux qui prévoyaient de le faire (19 %), ceux qui n'avaient pas l'intention de le faire (19 %) et ceux qui utilisaient déjà AtoM (19 %).

Dans la première enquête, lorsqu'on leur a demandé s'ils participaient à Archives Canada, la plupart ont répondu qu'ils l'avaient fait, mais qu'ils n'y ajoutaient rien (40 %) ou qu'ils ne savaient pas (40 %), tandis qu'un répondant ne l'a pas utilisé. Dans la deuxième enquête, la plupart ont déclaré qu'ils ne l'utilisaient pas (50 %), suivis de ceux qui l'utilisaient, mais n'y ajoutaient rien (18 %) et de ceux qui ne le savaient pas (13 %).

Dans la première enquête, la plupart des répondants ont déclaré qu'ils avaient un *profil institutionnel* dans Archives Canada (60 %), et la plupart ont également indiqué que leur profil institutionnel dans Archives Canada n'était plus à jour (60 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart des répondants ont déclaré qu'ils avaient un profil institutionnel à Archives Canada (33 %), suivis de ceux qui n'en avaient pas (28 %), ceux qui ne le savaient pas (23 %) et ceux qui ne le savaient pas parce qu'ils ne participaient pas aux activités d'Archives Canada. Parmi ceux qui ont participé aux activités d'Archives Canada, la plupart ont dit que le profil institutionnel était obsolète (28 %), ou qu'ils ne savaient pas (15 %), ou que le profil était à jour (8 %). Dans la première enquête, la plupart ont déclaré qu'ils n'avaient pas de *notices d'autorité* dans Archives Canada (40 %), suivis de ceux qui ne savaient pas (20 %), de ceux qui en avaient (20 %) et de ceux qui n'y avaient pas participé. Dans la deuxième enquête, la plupart ont dit qu'ils n'avaient pas de notices d'autorité dans Archives Canada (28 %) ou qu'ils ne savaient pas (28 %), suivis de ceux qui en avaient (15 %) et de ceux qui n'y ont pas participé. En ce qui concerne les notices d'autorité désuètes, dans la première enquête, la plupart ont indiqué qu'ils n'utilisaient pas de notices d'autorité (60 %), suivis de ceux qui ne savaient pas si leurs notices étaient désuètes (40 %). Dans la

deuxième enquête, certains ne savaient pas si leurs notices étaient désuètes (20 %), d'autres ont dit que leurs notices d'autorité étaient désuètes (18 %), d'autres ont dit que leurs notices d'autorité n'étaient pas désuètes (5 %), et beaucoup ont dit qu'ils n'avaient pas participé. Lors de la première enquête, certains ont dit avoir des *descriptions archivistiques* dans Archives Canada (40 %), tandis que d'autres ne savaient pas (20 %) et d'autres n'y ont pas participé. Dans la deuxième enquête, la plupart des répondants avaient des descriptions archivistiques dans Archives Canada (28 %), tandis que d'autres n'en avaient pas (20 %), ou ne savaient pas (13 %), ou n'y ont pas participé. Lorsqu'on leur a demandé si leurs descriptions archivistiques étaient désuètes, dans la première enquête, les participants ont répondu qu'elles étaient désuètes (40 %), tandis que dans la deuxième enquête, ceux qui ont participé ont dit qu'elles étaient désuètes (18 %), ou qu'elles n'étaient pas désuètes (10 %), ou qu'elles ne savaient pas (10 %).

Dans la première enquête, parmi ceux qui ont participé à Archives Canada, deux répondants ont déclaré que personne ne téléversait actuellement des descriptions dans Archives Canada (20 %), tandis que dans la deuxième enquête, parmi ceux qui ont participé au réseau, certains ont dit qu'ils ne savaient pas comment téléverser des descriptions archivistiques dans Archives Canada (33 %), et d'autres ont dit qu'ils savaient comment le faire (3 %). Pour ce qui est de savoir comment réviser les descriptions dans Archives Canada, dans la première enquête, parmi ceux qui ont participé au réseau, la plupart ne savaient pas comment réviser ou modifier (40 %). Dans la deuxième enquête, parmi ceux qui ont participé au réseau, encore une fois, la plupart ne savaient pas comment réviser ou modifier leurs descriptions archivistiques (30 %), bien que l'un d'entre eux sache comment le faire (3 %).

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient satisfaits d'Archives Canada dans la première enquête, la plupart des répondants ont dit qu'ils n'avaient pas participé, suivis de ceux qui ont indiqué qu'ils étaient insatisfaits (20 %) ou qui n'étaient ni satisfaits ni insatisfaits (20 %). Dans la deuxième enquête, la plupart des répondants ont déclaré avoir participé, suivis de ceux qui ont indiqué qu'ils étaient satisfaits (18 %), ni satisfaits ni insatisfaits (8 %), très satisfaits (5 %) et insatisfaits (3 %). Dans la première enquête, parmi ceux qui ont participé au réseau, la plupart souhaitaient que leurs descriptions archivistiques soient modifiées (60 %), d'autres ne voulaient pas que leurs descriptions soient supprimées (40 %) et d'autres voulaient qu'elles soient supprimées parce qu'elles étaient obsolètes (20 %). Dans la deuxième enquête, parmi ceux qui ont participé au réseau, la plupart souhaitaient que leurs descriptions archivistiques

soient modifiées (25 %), certains ne voulaient pas que leurs descriptions soient modifiées (13 %) et d'autres voulaient que leurs descriptions soient supprimées (3 %).

Dans la première enquête, la majorité des répondants ont répondu qu'ils aimeraient contribuer à Archives Canada (60 %), suivis de ceux qui l'ont déjà fait (40 %), tandis que dans la deuxième enquête, la plupart ont répondu qu'ils aimeraient contribuer à Archives Canada (40 %), suivis de ceux qui ne le savaient pas (28 %) et de ceux qui l'ont déjà fait (20 %). Dans la première enquête, la majorité des répondants estimaient qu'un réseau national d'instruments de recherche était très important (60 %), suivis de ceux qui estimaient qu'il était assez important (20 %) et de ceux qui étaient neutres (20 %), tandis que la plupart répondaient qu'il ne fallait pas disparaître le réseau (80 %). Dans la deuxième enquête, la plupart estimaient qu'il était très important (60 %), suivis de ceux qui le jugeaient assez important (25 %) et de ceux qui étaient neutres (10 %), tandis que la plupart ont répondu que le réseau ne devrait pas être éliminé (70 %), suivis de ceux qui ont répondu ne pas savoir s'il fallait l'éliminer ou non (30 %).

Alternatives à Archives Canada

Trois répondants ont fait des suggestions d'alternatives à Archives Canada dans le cadre de la deuxième enquête :

- … le site devrait être mieux connu au Canada et dans le monde.
- Sans remplacer Archives[C]anada.ca, et dans la mesure du possible, il pourrait être intéressant de les regrouper sous un seul portail afin que les archives canadiennes, ou du moins celles d'une même province, puissent bénéficier de tarifs réduits, plutôt que de payer chacune séparément pour l'hébergement avec Artefactual. Cela permettrait également d'éviter la duplication des bases de données, évitant ainsi le dédoublement du travail et la confusion pour les chercheurs.
- Cet outil est largement méconnu. Je suis du côté de l'utilisateur, et je ne l'utilise pas, pas plus que mes étudiants ne l'utilisent dans leurs recherches d'archives. Quelqu'un qui commence tout juste à faire de la recherche archivistique n'a aucune idée de l'existence d'Archives Canada. Avant d'analyser l'outil, il faut savoir qu'il existe.

Valorisation des archives

Huit répondants ont fait des suggestions sur la façon dont le Conseil canadien des archives pourrait aider à promouvoir les archives dans le cadre de la deuxième enquête :

- Mettre à jour la base de données, qui n'a pas été mise à jour depuis longtemps.
- Développer des liens plus étroits avec les institutions d'archives qui soumettent leurs descriptions. Les institutions d'archives ne mentionnent pas Archives Canada sur leur site Web. Les institutions d'archives savent-elles combien de fois leurs descriptions sont consultées sur Archives Canada? S'il y en a peu ou pas du tout, alors pourquoi participer? Il y a du travail à faire pour promouvoir le site auprès des utilisateurs.
- Proposer de mettre en place des logiciels tels qu'Ato[M] pour permettre aux petits services de diffuser facilement l'information.
- Prendre des mesures pour s’assurer que l'outil de recherche apparaît dans les résultats de recherche en ligne, comme avec Google, ce qui lui donnerait une plus grande visibilité.
- Fournir aux chercheurs une base de données pancanadienne à jour.
- Offrir une formation aux archivistes des sociétés d'histoire ou des services d'archivistique privés accrédités pour leur apprendre à mettre en ligne leurs descriptions archivistiques sur votre site Web.
- Fournir une formation sur la façon d'effectuer des mises à jour.
- En savoir plus sur les services du CCA.

Autres commentaires

Trois répondants ont formulé d'autres commentaires dans le cadre de la deuxième enquête :

- La base de données doit couvrir TOUT le Canada. Les archives et les chercheurs doivent être informés (en gros, informer les cégeps et les universités qui forment des professionnels et des chercheurs).
- … L'idée de regrouper les descriptions archivistiques des collections en un seul endroit (une seule base de données) augmenterait la visibilité de toutes les archives qui y sont incluses!
- Depuis deux ans, je demande à mes étudiants de faire des recherches à partir d'archives. Ils doivent indiquer dans leur travail tous les outils de recherche ou bases de données qu'ils ont consultés. Un seul étudiant (sur environ 150) a fait appel à Archives Canada.

Résumé

La très petite taille de l'échantillon de la première enquête (seulement cinq réponses complètes) rend impossible de tirer des conclusions précises. Un répondant a souligné l'obstacle posé par l'état de la base de données provinciale du Québec (RDAQ) et par l'absence de transferts du RDAQ à Archives Canada.

Le deuxième lancement de l'enquête a donné des résultats suffisants pour tirer des conclusions à partir des données. Dans l'ensemble, ces résultats sont souvent similaires à ceux de l'enquête auprès des praticiens anglophones lorsque l'on examine les situations professionnelles et institutionnelles des praticiens des archives. Il y a eu des écarts dans la fréquence d'utilisation d'Archives Canada et d'AtoM au Québec par rapport aux autres provinces et territoires. Dans l'ensemble, les répondants à cette enquête ont déclaré qu'ils n'utilisaient ni une instance partagée d'AtoM (70 %) ni leur propre instance hébergée d'AtoM (65 %), comparativement à 49 % et 50 %, respectivement, des répondants à l'enquête auprès des praticiens anglophones. De même, 48 % des répondants à l'enquête en français ont déclaré qu'ils n'utilisaient pas Archives Canada, tandis que 33 % des répondants à l'enquête en anglais ont déclaré qu'ils n'utilisaient pas le réseau national d'instruments de recherche. Malgré l'utilisation moins fréquente d'Archives Canada par les répondants francophones, ceux-ci ont indiqué qu'ils comprenaient l'importance d'un réseau national d'instruments de recherche (60 %) et qu'ils ne souhaitaient pas qu'il soit abandonné (70 %).

Chercheurs anglophones

Données démographiques de l'enquête et aperçu des réponses

Les chercheurs veulent plus d'informations en ligne, une recherche plus rapide et des informations plus à jour. Il a également été souligné qu'Archives Canada doit faire l'objet d'une plus grande publicité.

Ceux qui ont une meilleure compréhension du système archivistique national canadien ont clairement indiqué que les bases de données des associations provinciales et territoriales doivent se connecter à la base de données nationale, idéalement automatiquement.

Les chercheurs savent clairement qu'il est important d'avoir un système national d'instruments de recherche et qu'Archives Canada pourrait leur être utile. La principale préoccupation soulevée était que les données actuelles sont obsolètes et qu'il n'y a aucune indication de la date de la dernière mise à jour du contenu.
Par ordre de fréquence, les répondants se sont identifiés comme archivistes/bibliothécaires, suivis d'historiens. Un nombre égal de répondants se sont identifiés comme généalogistes ou comme professionnels des musées ou des galeries. Viennent ensuite les chercheurs universitaires, suivis à nouveau en nombre égal par les retraités ou les consultants. Par ordre de fréquence, les répondants ont indiqué leur affiliation institutionnelle comme étant universitaire, à but non lucratif ou gouvernementale. Ceux-ci ont été suivis en nombre égal par la société historique, l'institution publique ou aucune affiliation. Le plus petit nombre d'entre eux étaient affiliés à une institution privée. Bon nombre de répondants utilisaient les archives une fois par mois (31 %), suivis à égalité par moins d'une fois par mois ou une fois par semaine (26 %). Un petit nombre d'entre eux utilisaient les archives quotidiennement (17 %).

Si l'on ne considère que les plus grands groupes de répondants, la majorité d'entre eux ont déclaré que leurs recherches étaient historiques (22 %), suivies de l'histoire locale (15 %), des universitaires (13 %), de la recherche pour le compte de clients (13 %), de la généalogie (12 %) et des enjeux autochtones (9 %). On a demandé aux répondants quels types de documents les aideraient et, encore une fois, si l'on ne considère que les plus grands groupes de répondants, les photographies (9 %), les documents gouvernementaux (9 %) et les documents familiaux (9 %) ont été classés premiers. La plupart d'entre eux ont préféré accéder à ces documents en ligne (66 %), suivis de ceux qui n'avaient pas de préférence pour l'accès en ligne ou en personne (29 %), puis d'un petit nombre d'entre eux qui préféraient y accéder en personne (6 %). La majorité d'entre eux ont utilisé des instruments de recherche (89 %), et la plupart les ont trouvés sur le site Web des archives (77 %), suivis des téléchargements ou des consultations dans une base de données descriptive en ligne (51 %), puis en nombre égal, soit en ligne par l'intermédiaire d'un réseau provincial d'archives, soit dans les archives (40 %). Lorsqu'on leur a demandé ce qui leur serait le plus utile, bon nombre d'entre eux ont répondu l'accès à des documents numérisés en ligne (34 %), suivi de la découverte d'outils de recherche à l'aide d'un moteur de recherche (28 %), de l'utilisation d'un instrument de recherche (26 %) et enfin d'une entrevue avec un archiviste (11 %). Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient leurs méthodes de recherche, autres que l'utilisation d'Archives Canada, dans

l'ordre du plus grand nombre de réponses, il s'agissait de visiter un site Web d'archives (20 %), d'utiliser un moteur de recherche (20 %), d'utiliser le catalogue en ligne d'une bibliothèque universitaire (15 %) et d'utiliser le catalogue en ligne d'une bibliothèque publique (13 %). Si l'on considère le nombre plus faible de réponses, les stratégies les plus populaires étaient d'utiliser Wikipédia (10 %) et de visiter un site Web de généalogie (9 %). Les stratégies les moins populaires étaient l'utilisation de Google Scholar (6 %) et de WorldCat (6 %).

La plupart des chercheurs avaient utilisé Archives Canada (59 %), mais certains ne l'avaient pas utilisé (38 %). Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils l'utilisaient, pour beaucoup, c'était pour trouver des documents d'archives liés à leurs recherches (47 %), pour découvrir où sont conservés les documents d'archives (41 %), pour rechercher les profils institutionnels de différentes archives (24 %) ou pour préciser les archives qui détenaient des documents pour leurs recherches (23.5%). Un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir utilisé le site pour trouver des notices d'autorité sur des personnes ou des organisations (24 %). Bon nombre de ceux qui ont utilisé Archives Canada l'ont fait moins d'une fois par mois (38 %), suivis de ceux qui ne l'avaient jamais utilisé (29 %), de ceux qui ne l'avaient utilisé qu'une seule fois jusqu'à présent (24 %) et de ceux qui l'avaient utilisé une fois par mois (9 %). Lorsqu'on leur a demandé comment ils avaient découvert Archives Canada, la majorité d'entre eux ont répondu qu'ils l'avaient déjà utilisé et qu'ils le connaissaient donc bien (29 %), suivis de ceux qui ne l'avaient jamais découvert (24 %), puis du bouche-à-oreille (18 %). Un plus petit nombre de répondants ont déclaré qu'ils utilisaient un moteur de recherche (12 %) ou qu'ils suivaient un lien sur un site Web (9 %) ou qu'ils n'étaient pas sûrs (6 %). Un seul a déclaré avoir suivi un lien sur les médias sociaux (3 %).

Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils étaient satisfaits d'Archives Canada, bon nombre d'entre eux ont répondu qu'ils ne l'utilisaient pas (35 %). Un nombre presque égal d'entre eux se sont dits plutôt satisfaits (32 %) ou insatisfaits (29 %). Un seul s'est dit très satisfait (3 %). De nombreux chercheurs étaient d'avis qu'un réseau national d'instruments de recherche était très important (56 %), suivi d'assez important (24 %) ou pas important (12 %). La plupart des répondants ont déclaré qu'il ne fallait pas éliminer Archives Canada (59 %), suivis de ceux qui ne le savaient pas (26 %). Un plus petit nombre d'entre eux pensent qu'il devrait être abandonné (15 %).

Comment les archivistes peuvent-ils faciliter la recherche?

Lorsqu'on leur a demandé comment les archivistes pourraient le mieux faciliter la recherche, les 18 réponses ont été les suivantes :

- [Fournir] plus de contenu numérique en ligne (39 %).
- [Assurer] la cohérence des descriptions archivistiques entre les établissements (17 %).
- [Veiller] à l'amélioration de la fonctionnalité de recherche lors de la recherche de documents d'archives en ligne (17 %).
- Mettre à jour le contenu d'Archives Canada (11 %).
- Offrir une fonction de clavardage en ligne sur les sites Web d'archives (Demandez à un archiviste) (6 %).
- Les descriptions archivistiques publiées dans les sites provinciaux et territoriaux devraient être automatiquement téléchargées dans Archives Canada (6 %).
- Archives Canada devrait être exhaustif (6 %).

Alternatives à Archives Canada

Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient les alternatives à Archives Canada, les neuf réponses étaient les suivantes :

- Téléverser du contenu dans Bibliothèque et Archives Canada (33 %).
- Téléverser du contenu dans des bases de données provinciales ou territoriales (22 %).
- Utiliser Google [parce qu'il est] plus puissant (Archives Canada [qui] a une fonction de recherche peu efficace) (11 %).
- Se concentrer sur les sites Web institutionnels individuels (11 %).
- Mettre à jour Archives Canada (11%).
- Il n'y a pas de valeur dans les portails (11 %).

Autres commentaires

Neuf autres commentaires ont été formulés :

- Archives Canada est désuet (29 %).
- Ne s'intéressent pas aux portails Archives Canada ou des catalogues collectifs, mais se concentrent plutôt sur l'amélioration des sites Web de chaque établissement (29 %).
- Idée fausse selon laquelle, lors du téléchargement dans les bases de données provinciales, le contenu serait ingéré dans Archives Canada. [Une] recommandation

est de se concentrer sur la prochaine norme descriptive (ou sa version mise à jour) avant de mettre à jour Archives Canada (14 %).
- Nécessité de promouvoir et de faire connaître Archives Canada (14 %).
- Nécessité d'une consultation et d'une collaboration entre les associations provinciales (14 %).

Résumé

Voici un résumé des suggestions formulées par les répondants à l'enquête :

- Mettre fin à Archives Canada en raison de son manque de fonctionnalité et de sa désuétude; ou, si le réseau subsiste, il ne devrait servir que de répertoire des établissements à travers le Canada.
- Bibliothèque et Archives Canada devrait maintenir le réseau national d'instruments de recherche.
- AtoM devrait avoir la fonctionnalité d'ingérer des descriptions et des notices d'autorité à partir du site d'un établissement vers un site provincial, territorial ou national.

À l'exception d'Archives Canada, les trois principales méthodes de recherche employées par les chercheurs étaient l'accès aux sites Web des établissements, la recherche et les catalogues en ligne des bibliothèques universitaires. La plupart des chercheurs ont indiqué qu'ils utilisaient principalement des instruments de recherche provenant de sites Web d'archives ou qu'ils les téléchargeaient et les consultaient à partir d'une base de données descriptive. Moins de la moitié des chercheurs ont utilisé les réseaux d'archives provinciaux ou territoriaux pour accéder aux instruments de recherche.

C'est le secteur des archives et du patrimoine culturel qui est le mieux placé pour aider les chercheurs à fournir davantage de contenu numérisé. Les trois types de contenu les plus demandés étaient les photographies, les documents gouvernementaux et les documents familiaux. De plus, les chercheurs ont indiqué qu'il était nécessaire d'assurer l'uniformité des descriptions archivistiques entre les établissements.

Pour qu'un catalogue collectif soit utile, étant donné que le paysage technologique a radicalement changé depuis le lancement du RCIA, la recherche doit être plus rapide, les mises à jour doivent être claires (p. ex., la date de la dernière mise à jour et les archives ou les

bases de données provinciales et territoriales incluses dans la dernière mise à jour) et les mises à jour doivent être beaucoup plus fréquentes. Une alternative à Archives Canada consiste à ce que Bibliothèque et Archives Canada prenne en charge le réseau national d'instruments de recherche.

Il y a un point de vue mineur mais fort selon lequel le temps des bases de données et des portails collectifs est révolu et que le désir d'un portail peut venir davantage des institutions que des utilisateurs publics.
Cependant, les réponses des chercheurs donnent un mandat clair pour maintenir Archives Canada si celui-ci est mis à jour et rendu plus utilisable. Plus de la moitié des répondants ont fait appel à Archives Canada principalement pour effectuer des recherches, et secondairement pour trouver d'autres institutions archivistiques et patrimoniales culturelles.

Chercheurs francophones

Données démographiques de l'enquête et aperçu des réponses

Comme il n'y a qu'une seule réponse complète à la première et à la deuxième enquête, il n'est pas possible de tirer des conclusions à partir des résultats de l'enquête.

Dans la première enquête, les deux répondants se sont identifiés comme un archiviste/bibliothécaire et un retraité, affilié à un établissement universitaire ou à but non lucratif, et dans la deuxième enquête, les deux répondants se sont identifiés comme un chercheur universitaire ou professoral et un étudiant des cycles supérieurs ou de troisième cycle, affilié à un établissement d'enseignement. Dans la première enquête, pour ce qui est de savoir s'ils utilisaient les archives pour la recherche, un répondant l'a fait et un autre non, tandis que dans la deuxième enquête, un seul répondant l'a fait. Dans la première et la deuxième enquête, pour les répondants qui ont utilisé les archives, il a été utilisé quotidiennement.

Dans la première enquête, un répondant a déclaré avoir entrepris des recherches généalogiques et l'autre a déclaré avoir effectué des recherches pour le compte d’utilisateurs ou de clients, tandis que dans la deuxième enquête, l'un des répondants a déclaré que ses sujets de recherche étaient universitaires, architecturaux, historiques et d'histoire locale.

Lorsqu'on leur a demandé quels documents aideraient à la recherche, dans la première enquête, les photographies, les histoires orales, les vidéos et les films ont été classés de manière égale (25 %), mais un répondant a déclaré que ces types de matériel ne s'appliquaient pas. Dans la deuxième enquête, le répondant a identifié des diagrammes ou des plans architecturaux, des enregistrements audio, des livres, des registres paroissiaux, des documents d'entreprise, des actes notariés, des papiers de famille, des documents gouvernementaux, des dossiers d'utilisation des terres, des magazines, des cartes, des journaux, des photographies et des histoires orales. Dans la première enquête, les deux répondants avaient une préférence égale pour l'accès en ligne ou en personne (50 %) et pour la participation en personne (50 %), tandis que dans la deuxième enquête, l'un des répondants préférait l'accès en ligne. Dans la première et la deuxième enquête, l'utilisation des instruments de recherche était répartie également entre ceux qui les utilisaient (50 %) et ceux qui n'en utilisaient pas (50 %). Dans les deux enquêtes, les personnes interrogées les ont trouvées sur le site Web des archives (50 %) ou téléchargées ou consultées dans une base de données descriptive en ligne (50 %). Dans la première enquête, les répondants ont indiqué ce qui était le plus utile dans leur recherche, l'un d'entre eux ayant répondu que les documents numérisés en ligne (50 %), tandis que l'autre a déclaré que cela ne s'appliquait pas à leur recherche. Dans la deuxième enquête, l'un des répondants a mentionné les documents numérisés en ligne, la découverte d'outils de recherche à l'aide d'un moteur de recherche et d'instruments de recherche. Lorsqu'on lui a demandé quelles étaient les méthodes de recherche autres que l'utilisation d'Archives Canada, dans la première enquête, l'un des répondants a dit qu'il avait visité un site Web d'archives et qu'il avait utilisé un moteur de recherche. Dans la deuxième enquête, l'un des répondants a déclaré avoir visité un site Web d'archives, visité un site Web de généalogie, utilisé le catalogue en ligne d'une bibliothèque universitaire, utilisé le catalogue en ligne d'une bibliothèque publique et utilisé WorldCat.

Dans la première enquête, le seul répondant a dit qu'il avait utilisé Archives Canada, mais dans la deuxième enquête, le seul répondant a dit qu'il ne l'avait pas fait. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils avaient recours à Archives Canada, le seul répondant qui l'a utilisé a répondu que c'était pour savoir où se trouvaient les documents d'archives. Lorsqu'on l'a interrogé sur la fréquence d'utilisation, le répondant a répondu qu'elle était inférieure à une fois par mois. Les répondants ont également dit qu'ils avaient déjà utilisé Archives Canada et qu'ils le connaissaient donc bien

En ce qui concerne la satisfaction à l'égard d'Archives Canada, dans la première enquête, le seul répondant a dit que c'était assez important, tandis que dans la deuxième enquête, le seul répondant a dit que c'était très important. Dans les deux enquêtes, les répondants ont déclaré qu'ils ne savaient pas si Archives Canada ne devrait pas être supprimé.

Analyse des résultats des groupes de discussion

Les résultats des cinq groupes de discussion de praticiens sont discutés séparément des résultats du groupe de discussion d'un chercheur parce qu'il y avait des questions différentes pour les groupes de praticiens et de chercheurs.

Praticiens

Aperçu des réponses

Un résumé des résultats de chaque question aux groupes de discussion des praticiens est présenté à la suite de cette section. Les principales conclusions des groupes de discussion des praticiens sont discutées ici.

Archives Canada n'a pas été beaucoup utilisé et est désuet, mais lorsqu'il a été utilisé, il a été utilisé comme outil d'enseignement, pour s'orienter et pour trouver des institutions et des collections dans d'autres régions. Les problèmes liés à la fonctionnalité de recherche, à l'obsolescence de l'information et à la faible visibilité ont été soulevés.

Bien que les praticiens familiers avec AtoM l'aient trouvé utilisable, il y a des questions sur sa facilité d'utilisation pour le public. Des travaux visant à rationaliser la norme de contenu descriptif ou l'interface AtoM pourraient améliorer cette situation. Certains archivistes ont préféré utiliser des sites Web institutionnels plutôt qu'Archives Canada pour effectuer leurs recherches. Un problème commun mentionné était que les chercheurs avaient besoin d'être guidés dans l'utilisation du réseau. Encore une fois, il a été mentionné qu'il a besoin d'être mis à jour et que la fonctionnalité de recherche est problématique.

Les participants ont dit qu'il est essentiel que les instruments de recherche soient en ligne, mais que les gens sont habitués à rechercher des articles plutôt que des collections et sont habitués à faire de simples recherches par mot-clé sur Google. Les participants ont insisté sur

la nécessité de la médiation, sur la nécessité d'améliorer la visibilité des outils en ligne et sur le fait que l'information fournie doit être à jour et complète. De plus, la relation entre les portails des associations provinciales et territoriales et Archives Canada doit être clarifiée et il faut éviter le dédoublement des efforts. Nous avons besoin d'un plus grand nombre de notices d'autorité autochtones. Bien qu'un vocabulaire contrôlé soit essentiel, les participants se sont demandé qui était responsable de ce processus. Les participants n'ont pas contesté que le réseau a de la valeur pour les petits dépôts.

Au cours de la conversation, les participants ont indiqué qu'un réseau national d'instruments de recherche relie les collections; permet le partage des ressources et réduit le chevauchement des efforts; découvre les collections connexes pour les utilisateurs; et fournit un endroit fiable pour effectuer des recherches. Il permet de renforcer la capacité des petites archives. Il doit être tenu à jour, et on pourrait envisager qu'Archives Canada serve de répertoire ou de portail plutôt que de dépôt unique.

Les participants ont mentionné une fois de plus comment un réseau national d'instruments de recherche peut soutenir des archives plus petites et sous-financées. Le réseau doit répondre à divers besoins, être interopérable avec d'autres systèmes, flexible et personnalisable, avec des conventions de nommage et des notices d'autorité normalisées. Il doit être facile et transparent à utiliser pour téléverser et mettre à jour des informations. La formation et l'accompagnement des contributeurs sont nécessaires.

La discussion a porté sur la centralisation du financement et de l'orientation, mais aussi sur la prise en compte des différentes situations dans chaque région. Les participants ont insisté sur le fait que le financement du personnel des réseaux nationaux d'instruments de recherche est essentiel et qu'il devrait y avoir une formation et un soutien pour que les membres puissent contribuer.

Les participants ont déclaré qu'il sera important pour de nombreuses personnes et organisations de disposer d'un processus simplifié pour contribuer. Il est tout à fait clair que les plus grands obstacles auxquels les archives sont confrontées sont le manque de financement et de personnel. En raison de ces ressources limitées, il se peut que de nombreuses institutions ne puissent pas participer ou même établir des partenariats. Il y a aussi un manque de connaissances sur le fonctionnement du système d'Archives Canada, sur

la façon de téléverser et de mettre à jour l'information et sur la façon de traiter les objets numériques. Encore une fois, la question de l'obsolescence de l'information dans le réseau a été soulevée.

La question de la faible visibilité du réseau national d'instruments de recherche a été une fois de plus abordée, de même que la nécessité d'un plaidoyer et d'une sensibilisation accrue à la valeur des archives. L'importance des efforts collectifs fournis par le réseau pour réduire la pression exercée sur les archivistes, les institutions et les associations, en mettant l'accent sur la nécessité d'une collaboration entre les organisations provinciales, territoriales et nationales, a de nouveau été soulignée. Encore une fois, la question des statistiques d'utilisation a été soulevée, ainsi que l'idée qu'Archives Canada serve de répertoire des archives à travers le Canada en fournissant des coordonnées, un bref aperçu des collections et des liens vers des fonds populaires ou importants pour chaque dépôt.

Il y a des problèmes systémiques qu'un réseau national d'instruments de recherche ne peut pas résoudre, mais il peut créer des règles du jeu plus équitables pour les archives de petite taille ou sous-financées et les communautés sous-représentées. La consultation et l'établissement de relations réciproques sont essentiels pour impliquer ces archives. Encore une fois, l'idée d'avoir un portail qui pointe vers les réseaux provinciaux et territoriaux a été discutée. Enfin, la nécessité d'un financement et d'un soutien a de nouveau été soulignée.
Enfin, les participants ont fait remarquer qu'il est important de montrer les avantages de la collaboration et du partage des ressources, et que la meilleure approche consiste peut-être à commencer petit, à faire ce qui est possible et à s'appuyer sur cela.

Question 1 : Comment avez-vous utilisé Archives Canada?

Les participants au groupe de discussion ont indiqué qu'Archives Canada est utilisé comme une ressource et un outil d'enseignement pour les chercheurs, que les archivistes ont utilisé pour guider les chercheurs sur la façon de faire de la recherche archivistique et de comprendre les instruments de recherche et les normes descriptives archivistiques. Le réseau est utilisé pour la recherche et l'identification de documents provenant de différentes institutions au Canada, ainsi que pour la généalogie et la recherche sur l'histoire locale. Les archivistes ont également utilisé le réseau comme ressource interne pour les aider à identifier les documents liés à leur institution, ainsi que comme référence et guide pour créer des

descriptions archivistiques et établir des normes descriptives à l'interne. Archives Canada a été utilisé pour mieux faire connaître les archives et ce que sont les archives. Cependant, les bases de données des associations provinciales et territoriales sont plus couramment utilisées par certains archivistes.

Les participants ont exprimé un engagement limité à l'égard du réseau, mais ont cité quelques cas d'utilisation précis. Les participants ont principalement utilisé Archives Canada dans leur enseignement, en particulier pour initier les étudiants à la découverte d'archives et à la diversité des collections, faisant de l'éducation le cas d'utilisation le plus courant. Certains l'utilisaient également à des fins professionnelles pour la découverte et la recherche de collections, bien que l'utilisation quotidienne soit limitée. Certains participants ont noté des lacunes en matière de sensibilisation au sein de la communauté archivistique (chez les archivistes religieux en particulier) et ont souligné le manque d'intégration avec le réseau du Réseau des services d'archives du Québec (RDAQ) au Québec. Personne n'a manifesté beaucoup d'enthousiasme, à l'exception d'un seul qui a qualifié Archives Canada d'« importante». L'impression générale est qu'Archives Canada est une ressource moins pertinente dans le contexte archivistique québécois et qu'elle souffre d'un manque de visibilité.

Certains participants utilisent Archives Canada depuis sa création, tandis que deux participants ont déclaré ne l'avoir jamais utilisé personnellement. Deux autres participants souhaitaient soutenir Archives Canada, mais ils avaient de la difficulté à le faire (ils ont obtenu « quelques » bons résultats, utilisés dans le passé à des fins de référence, etc.). L'un d'entre eux ne semblait pas soutenir le réseau (utilisé au début de sa carrière, mais frustré et dépassé par trop de résultats et ne l'a pas vraiment utilisé depuis).

La discussion sur cette question a mis en évidence le fait que le réseau national d'instruments de recherche était utilisé avec parcimonie, principalement pour la recherche de fonds d'archives dans les institutions canadiennes. Les utilisateurs l'ont trouvé utile pour soutenir la recherche des étudiants, explorer les collections et vérifier les notices d'autorité. Son rôle s'étendait à l'aide à la recherche au sein de leurs propres collections institutionnelles, ainsi qu'à l'orientation des étudiants lors des consultations de recherche. Dans l'ensemble, le réseau a servi de ressource pour découvrir et comprendre les documents d'archives de plusieurs institutions au Canada. La plupart des participants n'ont pas utilisé Archives Canada. Ceux

qui l'ont fait l'ont utilisé comme répertoire d'archives et/ou pour trouver les collections que d'autres dépôts conservent.

Question 2 : Comment trouvez-vous la fonctionnalité d'Archives Canada?

Les participants ont indiqué qu'Archives Canada est généralement utile aux membres de la communauté archivistique ou aux personnes formées pour faire de la recherche. Cependant, ils ont eu l'impression que le réseau n'était pas accueillant et qu'il était inaccessible pour un utilisateur public. Les participants ont indiqué que les archivistes doivent jouer un rôle de médiateur, guider les utilisateurs et gérer leurs attentes, car la fonction de recherche diffère de ce à quoi la plupart des gens sont habitués avec les moteurs de recherche. Les points de vue divergent sur la fonctionnalité de recherche, un participant éprouvant parfois un manque de confiance dans les résultats et l'approche de recherche, tandis qu'un autre participant a fait remarquer que les recherches sont fiables et cohérentes par rapport aux moteurs de recherche Internet de nos jours. Il a été noté que la viabilité du réseau dépend de la contribution des archives aux descriptions archivistiques et à la mise à jour de l'information, sinon il ne peut pas devenir une ressource utile et pertinente. Les préoccupations concernant la fonctionnalité dans son ensemble comprenaient également des questions qui ne sont pas propres à Archives Canada, comme la conception du système d'AtoM et l'utilisation de la terminologie archivistique ou de systèmes que les utilisateurs non formés pourraient trouver inaccessibles.

Les participants ont indiqué que si l'on connaît Archives Canada, il est facile de s'y rendre, mais le revers de la médaille, c'est que si l'on ne le connaît pas, on peut avoir de la difficulté à le trouver, ce qui soulève à la fois la question de la visibilité et le problème potentiel de son nom. Certains ont trouvé qu'il était facile de naviguer dans les niveaux de description, mais la compréhension de la disposition hiérarchique des fonds les a aidées.

Dans l'ensemble, les participants se sont sentis à l'aise d'utiliser Archives Canada, car ils ont bénéficié de sa similitude avec AtoM, que de nombreuses institutions ont utilisé. L'interface a été saluée pour sa simplicité et sa clarté. Cependant, étant donné que le réseau sert d'agrégateur s'appuyant sur de nombreuses institutions, certaines ont préféré effectuer des recherches plus ciblées directement dans l'instance AtoM d'une institution. Malgré un nombre limité de tests formels de l'expérience utilisateur, le réseau a été considéré comme fonctionnel et suffisant pour répondre aux besoins de recherche des utilisateurs.

Question 3 : Quels commentaires avez-vous reçus de votre communauté et des utilisateurs au sujet de l'accès en ligne aux instruments de recherche ou aux notices descriptives?

Les participants ont indiqué que l'accès en ligne est important pour tout le monde, mais particulièrement pour les utilisateurs éloignés et les communautés mal desservies ou marginalisées. Les institutions plus petites ou sous-financées ont souvent plusieurs mandats, et ni les bases de données des musées ni celles des archives ne répondent à leurs besoins. Les participants ont déclaré qu'il y avait une redondance entre les instances de dépôt et les instances provinciales, territoriales ou nationales d'AtoM. L'accès au niveau du fichier, c'est-à-dire la recherche du fichier ou de l'item souhaité, est important pour les utilisateurs. Il a été suggéré que des enregistrements plus granulaires ou des taxonomies significatives permettent d'améliorer l'accès, et que l'inclusion des noms de personnes et de lieux est importante. Les participants ont mentionné que certains chercheurs ont besoin d'aide pour interpréter les instruments de recherche, notamment en raison de la structure hiérarchique. Le réseau exige un niveau de littératie numérique que les membres plus âgés de la communauté n'ont peut-être pas, et il nécessite également de comprendre la terminologie archivistique. D'autres, plus familiers avec les archives, comme les chercheurs universitaires, n'ont peut-être pas besoin de cette aide.

Les participants ont indiqué que certains de leurs établissements en sont au début de la mise en ligne d'instruments de recherche et de documents de recherche et qu'ils ne sont pas encore vraiment engagés dans la plateforme d'Archives Canada. Les participants ont déclaré que les outils en ligne de recherche archivistique souffrent encore d'un manque de visibilité. Il a été convenu que le partage des ressources serait une évolution positive pour les petites archives. Les participants ont reconnu qu'Archives Canada (ou AtoM) est un logiciel puissant qui permet d'inclure des notices descriptives robustes, comme la saisie de documents PDF et la gestion des noms et des autorités thématiques. Les participants étaient d'avis que certaines décisions devaient être prises au niveau institutionnel, comme des normes minimales de métadonnées pour décrire les objets numériques en fonction des besoins des utilisateurs. La mise à jour de l'information institutionnelle a également été identifiée comme un défi et une critique pour Archives Canada.

Les participants ont indiqué que, bien que les institutions d'archives soient confrontées à une forte demande de contenu en ligne accessible, bon nombre d'entre elles sont confrontées à des normes descriptives désuètes ou minimales et à l'incapacité de fournir des métadonnées détaillées au niveau des items. Les notices d'autorité autochtones et l'évolution de la toponymie présentent des défis importants pour ce qui est de produire des descriptions exactes et adaptées à la culture. Les établissements sont également aux prises avec des ressources limitées et le fardeau de la duplication des efforts sur diverses plateformes numériques, ce qui entraîne une incertitude stratégique quant à savoir s'il faut accorder la priorité à la diffusion locale, provinciale et territoriale ou nationale. Les participants ont indiqué que les utilisateurs préfèrent des méthodes de recherche simples, axées sur des sujets, qui soulèvent des questions sur les pratiques efficaces de balisage et l'engagement de la communauté dans la création de métadonnées, ce qui souligne le besoin plus large de formation en archivistique. Dans l'ensemble, ces problèmes reflètent les défis systémiques liés à l'équilibre entre les contraintes de ressources, la qualité descriptive et les besoins des utilisateurs en matière d'accès aux archives.

Question 4 : Qu'est-ce qui a le plus de valeur dans un réseau national d'instruments de recherche?

Les participants étaient d'avis que le réseau national d'instruments de recherche est apprécié pour sa capacité à réduire le chevauchement des efforts entre les institutions d'archives en partageant les ressources et en unifiant les collections éparpillées à travers le Canada. Les participants ont souligné l'importance d'un portail de recherche centralisé ou fédéré qui peut servir de point d'accès unifié, tout en reconnaissant la nature décentralisée des documents d'archives répartis dans les dépôts provinciaux et territoriaux et dans les musées. Les participants ont apprécié la diversité du contenu archivistique et ont estimé qu'un agrégateur favorise la visibilité des fonds, en particulier ceux provenant de petites institutions d’archives, et que les liens entre les institutions ont de la valeur, en particulier pour les communautés marginalisées et les utilisateurs des régions éloignées. Ils ont noté que le réseau bénéficiait aux utilisateurs en allégeant la complexité de la recherche archivistique et en aidant à localiser les collections complémentaires et les documents dispersés et connexes. En bref, les participants ont indiqué qu'un réseau national d'instruments de recherche relie les archives, les collections, la recherche et l'histoire à l'échelle nationale, ce qui profite également à la

recherche régionale. Comme l'a dit un participant, « il y a toujours de la valeur dans les réseaux ».

Les participants étaient d'avis que, pour les institutions, le réseau pourrait aider à renforcer les capacités et les ressources en allégeant la pression et la responsabilité des dépôts locaux. Il permet aux archivistes de déterminer où peuvent se trouver les documents pertinents pour leurs fonds ou leur établissement, d'identifier les lacunes et de découvrir si un fonds ou une collection existe déjà dans un autre établissement lorsqu'ils envisagent des dons potentiels. D'autres façons d'établir des liens entre le réseau et d'autres ressources de recherche, comme les bibliothèques et les journaux, ont été suggérées. Encore une fois, la question a été soulevée au sujet de la définition d'un réseau national d'instruments de recherche : s'agit-il d'une ressource en ligne sur les institutions et les fonds d'archives, ou d'une collection de descriptions archivistiques – et doit-il s'agir du même outil? L'exemple donné consistait à joindre du contenu descriptif à une page Wikipédia ou à d'autres outils existants, tandis qu'un portail ou une page d'accueil pouvait fournir des liens vers ces ressources.

Les participants étaient d'avis qu'il ne fallait pas se fier aux recherches Google, car celles-ci sont incomplètes, ne sont pas exactes et ne donnent pas toujours de résultats. Bien que la centralisation améliore la visibilité des fonds et l'efficacité de la recherche, l'incohérence des métadonnées peut constituer un obstacle. Un participant a mentionné la nécessité d'avoir des métadonnées fiables dans l'ensemble des établissements. De nombreux participants s'entendent pour dire qu'Archives Canada semble mieux convenir aux chercheurs chevronnés et que les archivistes et les enseignants doivent contribuer à le rendre plus visible pour les chercheurs. La question de la nécessité d'orienter les chercheurs a de nouveau été soulevée au cours de cette discussion. Et encore une fois, l'utilité d'un répertoire d'archives et d'un portail de recherche commun a été discutée.

Malheureusement, il a également été noté qu'Archives Canada ne reflète plus qui nous sommes ou nos collections en raison de coordonnées et de descriptions désuètes. Une autre critique était que des données sur l'utilisation sont nécessaires.

Question 5 : À quoi ressemblerait pour vous un réseau national d'instruments de recherche idéal?

Il y a eu un large consensus sur la nécessité de concrétiser la vision originale d'un réseau d'instruments de recherche liés, comme moyen de relier les fonds entre les organisations dans une expérience de recherche unifiée et comme dépôt d'institutions d'archives avec des informations à jour. Les participants ont noté que le réseau devrait prendre en charge les normes modernes de contenu des données (comme RDA et RiC), améliorer la visibilité grâce à des données ouvertes liées et favoriser la collaboration entre les établissements. L'accent a été mis sur le retour à l'essentiel, c'est-à-dire sur les descriptions au niveau des fonds uniquement dans le portail national, ce qui serait plus facile et plus facile à gérer que les descriptions à plusieurs niveaux. Comme l'a dit un participant : « À quoi ressemble un bon système? C'est un système que nous sommes capables d'entretenir. » Il a été noté que pour les petits établissements, le réseau pourrait être leur seule présence en ligne. Il a été recommandé de rétablir le processus de téléversement dans les instances provinciales et territoriales, puis dans le réseau national d'instruments de recherche. Cependant, la question s'est posée de savoir si nous avions besoin d'un portail national si Google pouvait récupérer les résultats de recherche à partir de catalogues institutionnels en ligne.

Idéalement, les participants étaient d'avis qu'il devrait être facile de téléverser des données dans le réseau national d'instruments de recherche. Il devrait y avoir une option de téléversement et de partage de documents d'archives numérisés pour une plus grande accessibilité. Des processus devraient être en place pour faciliter la soumission de descriptions (que ce soit en tant qu'établissements individuels ou à l'échelle des associations provinciales et territoriales). Il devrait y avoir un soutien financier adéquat pour ce travail, mais nous devons être réalistes et conscients des régions, des provinces et des territoires qui n'ont pas d'associations provinciales ou territoriales ou qui ont un financement ou des ressources limités pour soutenir une initiative nationale. Il a été souligné que ce ne sont pas toutes les provinces et tous les territoires qui ont des bases de données communes et qu'il devrait y avoir une représentation équitable des dépôts dans l'ensemble du Canada. Les participants ont indiqué qu'il y a un besoin d'un réseau national d'instruments de recherche qui servirait mieux les communautés sous-représentées ou les dépôts sous-financés, et que la consultation de ces communautés pourrait déterminer leurs besoins.

Les participants ont précisé qu'un réseau national d'instruments de recherche idéal a besoin d'un financement durable et d'un engagement fort de la part de ses contributeurs pour réussir. Il doit être souple et personnalisable pour vraiment répondre aux divers besoins des diverses communautés, en particulier en reconnaissant et en abordant les points de vue qui diffèrent des pratiques archivistiques coloniales traditionnelles. Il a été suggéré que la normalisation des notices d'autorité et des taxonomies est une nécessité pratique que la plateforme devrait soutenir pour faciliter l'uniformité des descriptions archivistiques entre les institutions. De plus, l'interopérabilité avec des systèmes externes tels que les catalogues de bibliothèques et les données wiki permettra au réseau d'évoluer et de s'adapter, en maintenant sa pertinence et son utilité pour les chercheurs et les utilisateurs au fil du temps.

Question 6 : Parmi les obstacles auxquels les gens se heurtent lorsqu'il s'agit de soumettre du contenu à un réseau national d'instruments de recherche, mentionnons la capacité du personnel et les formats d'instruments de recherche. Quels obstacles avez-vous rencontrés?

Un obstacle commun mentionné par les participants était la capacité et le temps nécessaire pour apprendre et téléverser régulièrement les descriptions archivistiques, en plus de leurs responsabilités et priorités continues qui doivent être gérées (surtout lorsqu'un archiviste est un « arrangeur solitaire »). Un autre obstacle était de ne pas savoir comment téléverser ou mettre à jour des documents dans Archives Canada. Les participants ont indiqué qu'il n'y avait pas de soutien ou d'information sur la façon de commencer et de s'impliquer. Selon le type de dépôt, les participants étaient d'avis que les archives peuvent également se heurter à des obstacles de la part de l'administration lorsqu'il s'agit d'examiner les priorités organisationnelles, les ressources, le financement et les autorisations nécessaires pour contribuer.

Les participants ont noté des problèmes tels que l'impossibilité de télécharger des fichiers Excel, les difficultés d'ajout d'objets numériques et la nécessité de disposer de meilleurs outils pour le stockage, la visualisation et la description archivistique, soulignant de manière générale l'absence de processus partagés pour l'ingestion. Un participant a insisté sur l'importance d'éviter la transformation des données en double et s'est demandé quelle serait la meilleure façon de coordonner les systèmes provinciaux et territoriaux et Archives Canada, en particulier pour soutenir les petits établissements.

Les obstacles semblaient être de nature technique : ne pas savoir quoi faire avec les objets numériques, ne pas disposer de flux de travail clairs pour ingérer les métadonnées et crainte de devoir effectuer trop de transformations de métadonnées pour rendre les données compatibles. Les participants ont indiqué que les obstacles techniques sont réels, même pour les grands établissements provinciaux et territoriaux qui sont limités par les logiciels autorisés par leurs services informatiques. Même si l'utilisation d'AtoM est autorisée, de nombreuses institutions d'archives n'ont pas l'expertise technique en interne pour le mettre en œuvre, y compris le téléversement et l'installation initiaux, les mises à jour et la maintenance, et doivent embaucher Artefactual ou quelqu'un d'autre pour faire ce travail. Cependant, beaucoup n'ont pas les fonds nécessaires pour externaliser la mise en œuvre technique et la maintenance.

Les participants ont été découragés par le fait qu'il est actuellement impossible de mettre à jour les coordonnées du réseau national d'instruments de recherche. Chaque service d'archives fonctionne avec un personnel et des ressources limités, et les institutions ne peuvent pas maintenir plusieurs systèmes (les leurs et faire le travail nécessaire pour téléverser le contenu sur le réseau et s'assurer qu'il est correct, fonctionnel, à jour, etc.). Dans un monde parfait, tout le monde utiliserait le même système et il serait facile de télécharger sur Archives Canada, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Les participants ont déclaré que les principaux obstacles auxquels se heurtent ceux qui contribuent à un réseau national d'instruments de recherche sont le manque de financement, de personnel et de temps, ce qui complique l'équilibre entre le travail archivistique et l'engagement communautaire. De nombreux établissements ont du mal à répondre aux exigences des normes nationales en matière de métadonnées et d'instruments de recherche en raison de la rareté des ressources, ce qui entraîne la soumission d'informations descriptives répétitives ou minimales. De plus, l'absence de documentation et de directives claires sur la manière de soumettre du contenu et les parcours des utilisateurs au sein du réseau crée de l'incertitude et limite la participation effective. L'ensemble de ces défis met en évidence les difficultés persistantes auxquelles sont confrontées les institutions plus petites ou aux ressources limitées pour s'engager pleinement dans un réseau national d'instruments de recherche.

Question 7 : Quelles solutions envisagez-vous pour améliorer le réseau national d'instruments de recherche?

Les réponses à cette question portaient généralement sur une plus grande sensibilisation du public et un soutien financier pour les archives. Les participants ont précisé que les ressources sont limitées et que la capacité des institutions locales, provinciales et territoriales à soutenir un réseau national d'instruments de recherche dépend d'abord du renforcement de ces dépôts. Parmi les défis systémiques auxquels est confrontée la profession d'archiviste, mentionnons le fait que les archivistes assument davantage de responsabilités au détriment de leur capacité à guider et à soutenir les utilisateurs. La plupart des discussions ont porté sur des questions plus générales dans le domaine, telles que le manque de financement et de personnel. Les participants se sont entendus sur la nécessité d'un financement, idéalement du gouvernement fédéral. On a insisté sur le fait qu'un financement ponctuel n'est pas suffisant. Le système doit être maintenu et mis à jour pour être utile. Il a été recommandé que le personnel centralisé puisse alléger le fardeau des associations et des institutions, de sorte qu'il a été recommandé de financer un poste central responsable de la mise à jour et du maintien d'Archives Canada. Il y a énormément de travail de mise à jour des données à faire.

Les participants ont également souhaité une meilleure coordination entre les réseaux archivistiques et une meilleure visibilité du Conseil canadien des archives et d'Archives Canada. Des suggestions précises ont été formulées, notamment une carte interactive des institutions d'archives, l'accroissement d'une présence dans les médias sociaux et la création d'une communauté de pratique autour d'Archives Canada en essayant d'accroître l'adoption par les institutions avec, par exemple, une formation régulière. La nécessité de veiller à ce que les instruments de recherche puissent être découverts grâce à des outils de recherche basés sur l'IA a été mentionnée. Il y a également eu des discussions sur les nouvelles technologies et les attentes des utilisateurs, y compris l'exploration de l'IA ou des modèles de langage à grande échelle (LLM), même si l'on a souligné le problème posé par les chatbots basés sur l'IA, qui dissocient les informations d'archives des sites Web à partir desquels ces informations sont extraites. Un consensus et un enthousiasme se sont dégagés quant à la nécessité de renforcer le réseau archivistique dans son ensemble au Canada et de sensibiliser davantage le grand public.

Il a été suggéré d'examiner les statistiques d'utilisation d'Archives Canada et de les comparer aux recherches Google. Si Google produit les mêmes résultats, voulons-nous dépenser de

l'argent pour Archives Canada? Plusieurs participants ont suggéré de commencer modestement en mettant à jour le répertoire des archives à travers le Canada avec les coordonnées actuelles, un bref aperçu et des liens vers des fonds populaires ou importants. Il pourrait s'agir d'une bonne première étape qui pourrait être développée plus tard. Commencez petit et remportez une première victoire!

Comme nous l'avons mentionné, les participants ont exprimé des efforts pour améliorer le réseau national d'instruments de recherche et ont indiqué que les parties prenante sont nécessaires pour plaider en faveur d'une meilleure publicité afin d'accroître la sensibilisation et l'utilisation de la ressource. Le renforcement de la communication et la promotion de dialogues ouverts ont été considérés comme essentiels pour identifier les priorités communes et permettre des initiatives collaboratives et gérables qui pourraient avoir des répercussions immédiates. Le fait de s'intéresser aux réseaux nationaux d'instruments de recherche archivistiques efficaces développés à l'étranger pourrait fournir des enseignements précieux pour définir des structures organisationnelles et des approches claires pour le réseau canadien. Plus important encore, il est essentiel d'améliorer la collaboration entre les organismes provinciaux et territoriaux et nationaux afin d'élaborer un processus simplifié qui minimise les chevauchements, ce qui permet d'économiser du temps, de l'argent et des efforts du personnel. Cette approche collective a été envisagée comme essentielle pour rendre le réseau plus efficace et plus durable. Le Conseil canadien des archives doit communiquer beaucoup plus au sujet du réseau national d'instruments de recherche. Le fait d'avoir plus de dialogues avec les archivistes et les chercheurs de partout au pays aidera à cerner les besoins les plus urgents et à trouver des moyens d'y répondre. Il est nécessaire de sensibiliser davantage le public et les responsables gouvernementaux à l'importance des archives.

Question 8 : Comment améliorer l'inclusion des communautés et des archives sous-représentées dans un réseau national d'instruments de recherche?

Les réponses à cette question se sont appuyées sur la question précédente, soulignant une fois de plus la nécessité d'un financement et d'un soutien pour les institutions d'archives plus petites et sous-financées, qui sont les principaux bénéficiaires d'un réseau national d'instruments de recherche. Un participant a souligné la nature occidentale du système archivistique du Canada, soulignant l'importance de reconnaître et d'intégrer les diverses pratiques archivistiques. Il a été reconnu que toutes les archives ne sont pas bien représentées

au sein d'Archives Canada, mais le fait de changer cela nous ramène à la question de l'augmentation de la visibilité globale. Il est nécessaire d'accroître la visibilité en tant qu'étape fondamentale, et de renforcer les réseaux et les relations de soutien entre les établissements. Il a été suggéré qu'il serait peut-être possible de mettre en œuvre un processus permettant d'identifier et de mettre en évidence les documents des communautés sous-représentées dans le système. Un rappel a été donné de ne pas surcharger les petites institutions d'archives.

L'un des thèmes clés était l'importance d'établir la confiance. L'amélioration de l'inclusion des communautés et des archives sous-représentées dans un réseau national d'instruments de recherche nécessite une consultation approfondie et continue pour s'assurer que leurs besoins sont reconnus et pris en compte. Bien que les organisations d'archives puissent contribuer à faciliter l'inclusion, elles doivent également faire face à leurs propres obstacles structurels. L'éducation sur les protocoles adaptés à la culture, en particulier pour les archives autochtones, est essentielle pour favoriser un engagement respectueux et soutenu. La collaboration fondée sur la réciprocité permet aux communautés d'être les principales parties prenantes qui contribuent à des descriptions archivistiques plus riches et plus précises, y compris les noms de lieux et les documents des autorités communautaires. Bien que les progrès technologiques ouvrent de nouvelles possibilités d'inclusion, le défi persistant des ressources limitées dans le secteur archivistique signifie qu'il reste difficile de créer des solutions efficaces et inclusives. Il est important que les documents relatifs à ces communautés soient représentés avec exactitude dans les descriptions archivistiques, y compris dans les langues appropriées.

Le milieu des archives était autrefois très élitiste, et si une organisation ne répondait pas à des critères précis, elle n'obtenait aucun financement et n'était donc pas incluse dans les bases de données régionales ou nationales. Nous devons mettre fin à cela et redéfinir ce qu'est une archive en ayant une définition plus ouverte d'esprit et plus inclusive. Si une organisation dispose de documents et souhaite s'impliquer, nous devons trouver un moyen de lui permettre de le faire. Certaines institutions d'archives sont si petites et sous-financées qu'elles ne peuvent pas faire grand-chose avec leurs fonds/collections. Certains ont du mal à obtenir le soutien de leur propre communauté. Y a-t-il un rôle à jouer pour Archives Canada à cet égard? Quelles ressources Archives Canada peut-il offrir? Y a-t-il un moyen d'impliquer ces institutions afin qu'elles puissent être présentes sur le portail national? Ce n'est pas parce qu'il

y a peu d'intérêt ou de soutien local qu'il n'y a pas, à plus grande échelle, un soutien et un intérêt pour l'organisation et ses collections.

Le cloisonnement et la duplication doivent cesser afin que nous puissions mieux servir les utilisateurs et les communautés. Il a été suggéré que le portail national puisse pointer vers les réseaux provinciaux et territoriaux afin de réduire le chevauchement des efforts.

Question 9 : Y a-t-il quelque chose que nous n'avons pas abordé et qu'il est important de mentionner?

Quelle que soit l'orientation que prendra le Conseil canadien des archives avec Archives Canada, il devrait se concentrer sur ce qu'il peut bien faire et ne pas essayer d'être tout pour tout le monde, du moins pas pour le moment. Peut-être que cela signifie en faire moins, mais le faire bien et maintenir l'élan. Il y a eu beaucoup d'incertitude à l'égard d'Archives Canada au cours des dernières années, et personne ne savait trop quoi faire, alors il est encourageant de constater un regain d'intérêt pour Archives Canada.

Le défi de favoriser la collaboration entre les grands organismes d'archives a été mentionné, notant que leur réticence est enracinée dans les craintes que la coopération puisse réduire leur profil institutionnel et potentiellement affecter les ressources ou le financement. Cela met en évidence la nécessité de communiquer clairement les avantages partagés de la collaboration, car de nombreuses institutions sont confrontées à des défis communs et ont tout à gagner des efforts collectifs.

Chercheurs

Aperçu des réponses

Un résumé des résultats de chaque question au groupe de discussion des chercheurs est présenté à la suite de cette section. Les principales conclusions du groupe de discussion des chercheurs sont discutées ici.

Archives Canada est peu connu des chercheurs et sert surtout de répertoire des centres d'archives. Il renvoie également trop de résultats lorsqu'une recherche est exécutée, et les descriptions et les informations des dépôts sont obsolètes.

Un réseau national d'instruments de recherche peut être utile pour effectuer des recherches dans les collections, mais l'information doit être complète et à jour.

Dans un réseau national d'instruments de recherche, il est important d'établir un lien entre les collections dans les notices d'autorité et d'avoir un contexte adéquat.

Peut-être qu'Archives Canada serait plus utile en tant que répertoire d'archives avec un résumé des fonds pour chaque centre d’archives. Il est important de tenir à jour les renseignements sur le profil institutionnel.

Google est le principal outil utilisé pour la recherche de documents d'archives. La fonctionnalité de recherche du réseau national d'instruments de recherche doit être plus précise.

Il y a des contraintes sur les archives, mais l'accès est toujours primordial, en particulier la visibilité en ligne. Le réseau est une bouée de sauvetage pour les archives sous-financées. Cela dit, il est important de disposer de bons instruments de recherche et d'une fonctionnalité de recherche plus facile.

Il y a un manque de soutien financier fédéral, provincial et territorial, et des partenariats avec des établissements d'enseignement et d'autres organismes seraient précieux. La sensibilisation est importante. Nous pourrions envisager d'agrandir Archives Canada pour qu'il serve de dépôt de préservation numérique.

Le Conseil canadien des archives devrait se pencher sur des solutions novatrices pour financer Archives Canada et réfléchir à des moyens de soutenir la préservation numérique.

Question 1 : Quels obstacles avez-vous rencontrés avec Archives Canada dans le cadre de vos recherches?

Les participants ont relevé les défis pratiques d'Archives Canada tel qu'il existe actuellement, y compris les difficultés d'ouverture de session, un répertoire incomplet des archives au Canada et des résultats pouvant s’avérer trop volumineux. Ils se sont principalement

concentrés sur deux aspects : premièrement, le contenu n'a pas été maintenu adéquatement et, par conséquent, est obsolète et/ou inexact (au point de ne pas valoir la peine d'être consulté par certains participants); deuxièmement, qu'Archives Canada souffre d'un profil très bas. Cela implique que tout changement important apporté à la ressource doit être accompagné d'un travail promotionnel menant à une visibilité accrue, sinon elle continuera d'être sous-utilisée et ne vaudra pas l'effort qui y est consacré.

Deux points méritent d'être soulignés. Premièrement, tous les chercheurs représentés ici, à l'exception d'un seul, se sont engagés dans la recherche en tant que *praticiens des archives*. Comme l'ont souligné plusieurs participants, le contenu d'Archives Canada n'est pas nécessairement nécessaire pour ce type de recherche, de sorte que ces chercheurs pourraient ne pas l'utiliser même s'il s'agissait d'une ressource parfaite. Un groupe de discussion composé de chercheurs historiques, littéraires, généalogiques ou autres (par opposition à des archivistes professionnels) pourrait identifier différents défis et obstacles en son sein, peut-être liés à la navigation ou à la compréhension de ses documents. Il incombe au Conseil canadien des archives de renforcer ses réseaux et ses partenariats avec les organismes de recherche. Deuxièmement, le seul historien professionnel parmi les participants a confondu à tort Archives Canada avec Bibliothèque et Archives Canada – une erreur qui souligne le problème fondamental du profil bas et du manque de visibilité (et suggère peut-être la nécessité d'un nom différent pour la ressource).

Question 2 : Pensez-vous que les documents d'archives et les institutions qui font partie d'Archives Canada sont représentatifs des sujets et des communautés sur lesquels portent vos recherches? Pourquoi ou pourquoi pas?

Fondamentalement, Archives Canada n'est pas un outil important utilisé par les chercheurs. Le groupe n'avait pas grand-chose à dire en réponse à cette question : en fait, un participant n'a pas répondu; l'un confondait à tort Archives Canada avec Bibliothèque et Archives Canada; et trois d'entre eux n'ont pas fait appel à Archives Canada pour leurs recherches parce qu'ils n'avaient pas besoin de sources d'archives. Le seul participant qui s'est servi d'Archives Canada pour ses recherches en comparant les fonds de différents fonds d'archives a estimé qu'il s'agissait d'une information précieuse. Cependant, en réponse à la première question, ce même participant et un autre participant ont mentionné que la représentation incomplète des archives canadiennes au sein d'Archives Canada signifiait qu'ils devaient également chercher cette information ailleurs.

Question 3 : Une notice d'autorité contient des renseignements sur une personne, une famille ou une personne morale. Archives Canada possède des notices d'autorité, tout comme d'autres outils comme Social Networks and Archival Context ou SNAC. Pourquoi est-il utile d'utiliser des notices d'autorité lors de la recherche?

Les participants étaient unanimes à croire que les notices d'autorité peuvent faire ou défaire l'expérience de l'utilisateur lorsqu'il utilise un réseau national d'instruments de recherche (d'autant plus que les chercheurs moins expérimentés et les étudiants utilisateurs sont facilement découragés). Tous les participants ont plaidé en faveur de l'amélioration et de l'élargissement des notices d'autorité à l'avenir. Cela s'explique par le fait qu'une bonne notice d'autorité fournit un contexte à la fois pour les descriptions archivistiques et les documents d'archives, et que les notices d'autorité peuvent relier des collections dispersées. Un participant a suggéré d'étudier le projet de données liées du SNAC comme moyen de le faire. Un autre participant a fait remarquer que tout projet visant à accroître les notices d'autorité d'Archives Canada demanderait beaucoup de main-d'œuvre. Pour cette raison, le plaidoyer général en faveur d'un élargissement des notices d'autorité dans cette réponse doit être lu en parallèle avec les préoccupations concernant la capacité et les ressources détaillées à la question #6.

Question 4 : Avez-vous déjà utilisé les profils des institutions d'archives d'Archives Canada pour trouver d'autres sources d'instruments de recherche ou d'autres documents numérisés? Si ce n'est pas le cas, comment trouvez-vous des archives dans lesquelles faire des recherches?

Moins de la moitié des membres du groupe avaient quelque chose à dire sur cet aspect d'Archives Canada, ce qui donne à penser qu'il ne s'agit pas d'une priorité aussi universelle que les documents d'autorité solides (qui ont suscité une réponse plus large). Cela dit, ceux qui ont utilisé les profils institutionnels les apprécient et aimeraient qu'ils soient mis à jour, maintenus et élargis.

La discussion sur les profils institutionnels a incité deux participants à mentionner la possibilité pour Archives Canada d'offrir plus de conseils qu'il ne le fait actuellement, en ce qui concerne ce à quoi s'attendre de la ressource, la façon de naviguer avec succès sur le site et ses documents, et ainsi de suite.

Question 5 : Quels autres instruments de recherche ou sites en ligne utilisez-vous lorsque vous faites des recherches?

Le large éventail de réponses des participants indique que la façon dont on trouve les instruments de recherche et les descriptions d'archives est influencée dans une certaine mesure par la formation professionnelle et/ou le degré de familiarité avec les archives, ainsi que par les préférences personnelles. Les réponses des participants ont indiqué que Google est peut-être l'approche actuelle la plus populaire, mais les outils d'IA semblent prêts à remodeler le paysage de la recherche d'archives au cours des prochaines années. Les chercheurs qui ne sont pas archivistes continuent de s'appuyer sur les citations d'autres chercheurs pour les orienter dans la bonne direction, mais l'historien participant a mentionné qu'au-delà de la chasse aux notes de bas de page, eux et leurs collègues avaient tendance à être très inefficaces dans leurs recherches – une caractéristique qu'ils attribuaient au fait qu'ils ne comprenaient pas comment fonctionnent les archives. Les professionnels en archives se sont appuyés sur leurs connaissances personnelles, le bouche-à-oreille et leur connaissance des bases de données institutionnelles et fédérées provinciales et territoriales pour les aider à trouver les documents qu'ils cherchent.

Question 6 : Qu'est-ce qui a le plus de valeur dans un réseau national d'instruments de recherche?

Les participants semblaient avoir une opinion favorable d'Archives Canada dans la mesure où cet outil contribuait à mieux faire connaître les archives contributrices, à générer du trafic vers elles et/ou à renforcer leur capacité d'avoir une présence en ligne stable, en particulier dans le cas de petites archives gérées par des bénévoles. De nombreux participants ont indiqué que l'accès était le principal avantage d'Archives Canada, et quatre étaient d'avis qu'il s'agissait d'une occasion précieuse pour le réseau de servir de point central pour les documents existants et ceux récemment numérisés. Cela permettrait de relever le défi des jeunes générations qui peuvent avoir tendance à penser que tout ce qui n'est pas facilement trouvé en ligne n'existe pas.

Cependant, l'idée d'un Archives Canada riche en objets numériques a suscité certaines inquiétudes. Certains participants étaient d'avis que cela pourrait empiéter sur les bases de données fédérées provinciales et territoriales (qui sont un service clé des associations provinciales et territoriales d'archives) et, en fin de compte, leur nuire en en leur détournant le trafic d’utilisateurs. Même les partisans d'une gamme élargie d'objets numériques hébergés à

Archives Canada ont reconnu qu'il y avait d'importants défis à relever en matière de ressources humaines, financières et technologiques pour poursuivre cette idée. Une autre interprétation proposée était que la valeur du réseau réside dans le fait qu'il sert de guide pour les archives au Canada et qu'il offre des descriptions de haut niveau de leurs fonds.

Question 7 : À quoi ressemblerait pour vous un réseau national d'instruments de recherche idéal?

Un participant a résumé le consensus qui se dégage au sein du groupe en disant qu'un Archives Canada idéal jouerait divers rôles, notamment en aidant les utilisateurs à trouver de l'information sur les archives qui existent et où elles se trouvent; des renseignements sur les fonds qui les concernent (même si les fonds numérisés ne sont pas téléversés); de riches descriptions d'archives; et des conseils sur la façon de naviguer dans le réseau national d'instruments de recherche (et/ou les archives en général). Tous les commentaires subséquents tournaient autour de la double question urgente de trouver les ressources et la capacité de concrétiser cette vision. À l'heure actuelle, l'ensemble du secteur archivistique canadien subit d'intenses pressions, qu'il s'agisse des défis quotidiens auxquels sont confrontées les petites institutions d'archives gérées par des bénévoles, des contraintes budgétaires, des suppressions d'emplois et du manque d'intérêt du gouvernement, même pour les plus grandes institutions d'archives provinciales, territoriales et nationales. Pendant ce temps, la préservation numérique à long terme est un cauchemar imminent pour tous.

Archives Canada s'est positionné comme une réponse potentielle à certains de ces défis : les quelque 800 institutions archivistiques du Canada peuvent accomplir plus en travaillant ensemble qu'en agissant chacune de leur côté. Cela pourrait prendre la forme (a) d'un plaidoyer en faveur d'une place dans les programmes nationaux émergents en matière d'infrastructure numérique et d'IA; b) soutenir les petites institutions d'archives gérées par des bénévoles dans le domaine de la préservation numérique par l'intermédiaire d'Archives Canada; et (c) l'obtention de ressources grâce à des partenariats avec des groupes tels que l'Alliance de recherche numérique du Canada, Ancestry, le SNAC, des bailleurs de fonds privés qui croient en notre travail et des universités, y compris des professeurs d'enseignement – en particulier des historiens – en tant qu'alliés, et des étudiants stagiaires pour fournir de la main-d'œuvre. Bien qu'il y ait eu un certain cynisme et un certain découragement dans la discussion, tous les participants ont souligné l'importance de

rechercher des partenariats, et la plupart semblaient trouver des raisons d'espérer dans les nombreuses avenues possibles pour les poursuivre.

Question 8 : Y a-t-il quelque chose que nous n'avons pas abordé et qu'il est important de mentionner?

Deux participants ont complété leurs commentaires sur la question précédente en réitérant des points qu'ils considéraient comme particulièrement importants. L'un d'eux a souligné l'importante somme d'argent détenue par l'Alliance de recherche numérique du Canada et a exhorté Archives Canada à rechercher des possibilités de financement dans le domaine de la préservation numérique. L'autre participant a suggéré qu'Archives Canada s'inspire du modèle d'appel d'offres de la Commission de vérité et réconciliation pour trouver une université qui serait susceptible d’héberger un dépôt numérique national comme solution au problème de la capacité.

CHAPITRE TROIS : Recommandations du Groupe de travail Archives Canada

Préambule

Ces recommandations s'appuient sur des recherches historiques et des données sur les besoins des utilisateurs compilées par le groupe de travail. Consultez les sections Chronologie du Réseau canadien d'information archivistique (Chapitre un) et Besoins de la communauté (Chapitre deux) de ce rapport pour obtenir cette information.

Ces recommandations sont rédigées à l'intention de l'exécutif du Conseil canadien des archives (CCA). Ils ne comprennent pas de définitions de termes archivistiques, d'explications sur la théorie archivistique ou de description approfondie d'Archives Canada et de la technologie connexe.

Le Groupe de travail Archives Canada a formulé trois (3) recommandations : 1) Maintenir Archives Canada en tant que service; 2) Adresser la base de données existante; et 3) Mettre sur pied un comité permanent de gouvernance pour Archives Canada. Chacune des recommandations décrites ci-dessous est accompagnée de mesures recommandées, organisées par *mesures immédiates*, *à court terme* et *à long terme*.

La recommandation de maintenir le service d'Archives Canada exige que le CCA mette sur pied un comité permanent pour la gouvernance d'Archives Canada. Cette mise à jour initiale nécessitera une supervision, une révision et d'autres mises à jour. La création d'un comité de gouvernance Archives Canada suit en tant que recommandation distincte. La mise sur pied d'un comité permanent du CCA pour la gouvernance d'Archives Canada est une étape essentielle pour soutenir Archives Canada en tant que service à la communauté archivistique canadienne. Il n'est pas dans la capacité de notre Groupe de travail Archives Canada actuel d'appuyer le CCA dans ce travail. Vous trouverez plus de détails sur cette recommandation et les mesures à prendre ci-dessous.

La base de données existante d'Archives Canada, actuellement prise en charge par la plateforme Access to Memory (AtoM) et disponible à l'adresse https://archivescanada.accesstomemory.ca/, est très prometteuse. Cependant, c'est là que les

ressources existantes sont insuffisantes. À l'heure actuelle, seules des mesures minimales peuvent être prises pour relancer cette base de données. Par conséquent, des recommandations propres à https://archivescanada.accesstomemory.ca/ suivent afin de marquer clairement cette base de données comme une version historique d'Archives Canada. Le lien https://archivescanada.accesstomemory.ca/ devrait aussi diriger clairement les gens vers la page Web du répertoire institutionnel d'Archives Canada mis à jour une fois qu'il sera publié. Les recommandations et les mesures à prendre pour la base de données https://archivescanada.accesstomemory.ca/ sont décrites ci-dessous.

Notre groupe de travail est reconnaissant pour tous les commentaires et réflexions qui lui ont été soumis. Cette recommandation principale de maintenir Archives Canada en tant que service et de rafraîchir d'abord son répertoire institutionnel vise à encourager des mesures immédiates pour revitaliser Archives Canada dans les limites de la capacité actuelle disponible et en reconnaissant qu'Archives Canada n'est pas une chose statique - il y aura toujours plus de travail à faire pour le CCA et notre communauté archivistique. L'objectif est de mettre en place un service qui peut être maintenu à travers les nombreux changements que notre communauté a traversés, traverse actuellement et les défis connus auxquels nous serons confrontés dans les décennies à venir. Ce qui est essentiel, c'est que le CCA continue d'offrir le service de rendre publiques les institutions archivistiques canadiennes par l'entremise d'un répertoire.

Recommandation 1 - Maintenir Archives Canada en tant que service

Le groupe de travail recommande que le CCA continue d'offrir Archives Canada en tant que service revitalisé à la communauté archivistique. Cependant, nous recommandons également que la base de données statique de descriptions archivistiques dans sa forme actuelle soit considérée comme une ressource historique et soit mise hors service. Nous faisons cette distinction entre « le service » et « la base de données » pour souligner qu'Archives Canada est un effort qui nécessite une supervision, une maintenance active et un développement continu.

Dans la section « Chronologie du Réseau canadien d'information archivistique » du rapport, il est évident que l'intention et la fonctionnalité d'Archives Canada en tant qu'outil pour la communauté archivistique se sont élargies en même temps que les possibilités de la technologie disponible et l'attention et l'investissement de la communauté. Dans le contexte actuel de la communauté archivistique, Archives Canada doit continuer de remplir sa fonction initiale et essentielle de service du CCA en fournissant un répertoire public des archives canadiennes. Bien que cette recommandation ne traite pas de la fonction de la base de données d'Archives Canada en tant que portail national de base de données pour les instruments de recherche d'archives, il s'agit de la mesure la plus concrète et la plus durable que le CCA puisse prendre. Il est clairement possible de créer une page Web simple et à jour pour le répertoire institutionnel d'Archives Canada, décrite dans les mesures ci-dessous. Pour l'instant, cette page Web du répertoire institutionnel d'Archives Canada ne contiendra que de l'information sur les archives canadiennes en tant qu'institutions (et non des instruments de recherche). Dans la mesure du possible, la page Web comportera des liens vers les profils des institutions dans les bases de données provinciales ou territoriales ou vers les pages Web des institutions.

Cette recommandation principale est conforme à l'opinion majoritaire des répondants à l'enquête et des participants aux groupes de discussion. Pour connaître la répartition complète des réponses, veuillez consulter la section Besoins de la communauté du rapport du Groupe de travail Archives Canada.

Mesures à prendre pour la recommandation 1

1.1 LE CCA DISCUTERA DE LA REDIRECTION DU LIEN HTTPS://ARCHIVESCANADA.ACCESSTOMEMORY.CA/ VERS LA PAGE HTTPS://ARCHIVESCANADA.CA/OUR-PORTAL/ AFFICHANT LA CARTE DU RÉPERTOIRE DES INSTITUTIONS (**Immédiat**)

- À l'appui de la redéfinition d'Archives Canada en tant que service plutôt que de la base de données actuelle, la base de données actuelle (et désuète) devrait rediriger vers la carte mise à jour du répertoire institutionnel d'Archives Canada
    - Les étapes spécifiques de cette recommandation peuvent être consultées ici.

1.2 LE CCA CRÉERA UN FORMULAIRE DE CONTACT ARCHIVES CANADA ET AFFECTERA UN MEMBRE DU PERSONNEL DU CCA À LA GESTION (**immédiat**)

- À la suite de l'enquête, de nombreuses institutions ne savaient pas comment modifier les données représentées dans Archives Canada et cherchaient un moyen de modifier leurs descriptions et leurs renseignements institutionnels. À la suite de la recommandation de redéfinir Archives Canada en tant que service et de ne représenter qu'un répertoire institutionnel, les institutions d'archives devront avoir un moyen de modifier l'information contenue dans ce répertoire.
- Le groupe de travail suggère d'utiliser Jotform (actuellement utilisé par le CCA) pour permettre aux institutions de modifier l'information représentée dans le répertoire
    - Le Jotform devrait inclure la possibilité de se retirer du répertoire, car les commentaires de certaines petites institutions démontrent un manque de capacité à répondre aux questions de référence ou à gérer des contacts approfondis. Cette option de retrait pourrait être gérée en plaçant simplement la description de l'établissement à l'état *d'ébauche*.

1.3 LE CCA CRÉERA DES DOCUMENTS PUBLICS POUR LES ARCHIVES AFIN DE COMPRENDRE COMMENT AJOUTER OU SUPPRIMER DU CONTENU À ARCHIVES CANADA AVEC LE FORMULAIRE DE CONTACT CONNEXE (**immédiat**)

- À la suite de la mesure 1.2, les institutions auront besoin d'instructions publiques sur la façon de modifier leurs descriptions.
- Ces instructions doivent inclure les champs obligatoires et énumérer tous les champs supplémentaires qu'un établissement peut ajouter pour obtenir un profil plus complet. Le Comité de gouvernance Archives Canada sera chargé de définir ces champs.

1.4 DANS LE FORMULAIRE, LE CCA NOMMERA UN MEMBRE DU PERSONNEL DU CCA À TITRE DE RESPONSABLE D'ARCHIVES CANADA QUI RÉPONDRA AUX SOUMISSIONS EFFECTUÉES VIA LE FORMULAIRE (**immédiat**)

- Pour assurer une communication efficace, Archives Canada aura besoin d'une personne dédiée pour surveiller l'ensemble des formulaires soumis et de traiter les demandes dans les meilleurs délais.

1.5 LE CCA LANCERA UNE VERSION MISE À JOUR DE LA PAGE DU PORTAIL ARCHIVES CANADA CONTENANT LA CARTE DU RÉPERTOIRE DES ARCHIVES CANADIENNES « TROUVER DES ARCHIVES » (**à court terme**)

- Selon les conclusions du rapport de la NAFAN et l'examen d'autres portails nationaux de découverte, tels que Archives Hub (Royaume-Uni), la prochaine phase d'Archives Canada devra inclure un répertoire institutionnel.[45] Dans les groupes de discussion avec les praticiens, les participants qui ont utilisé Archives Canada ont indiqué qu'ils l'utilisaient souvent comme répertoire d'archives ou pour trouver les collections qui se trouvent dans d'autres dépôts. De plus, dans le groupe de discussion des chercheurs, Archives Canada a fait profil bas parmi les participants, mais son utilisation comme répertoire de dépôts d'archives a été notée. Un point central répertoriant toutes les institutions archivistiques du Canada est une caractéristique importante et souhaitable d'Archives Canada.
- Cette liste peut être présentée sous la forme d'une carte avec un lien vers une version des données sources de la carte pour l'accessibilité Web
    - **Une version préliminaire de cette carte est disponible sous forme de carte Google ici et peut être partagée avec les courriels des membres du personnel du CCA aux fins d'édition**
        - La feuille de calcul source des données cartographiques est ici
            - Les instructions pour la mise à jour de la feuille de calcul source et de l'ébauche de la carte sont disponibles ici
                - *Il est à noter que les données des archives du Québec sont périmées dans la carte pour des raisons expliquées dans le document d'instructions*
        - La carte peut être remplie à l'aide de plusieurs options (voir les instructions pour plus de détails) :

[45] Le CCA devrait envisager de maintenir le Zotero du groupe de travail à https://www.zotero.org/groups/5594087/archives_canada_working_group/library. La documentation sur la bibliothèque Zotero peut être trouvée ici dans le Google Drive du groupe de travail sous « background-research-subgroup ».

- Communiquer avec le Groupe de travail des conseillers en archivistique du CCA pour obtenir les institutions manquantes ou mises à jour.
- Communiquer par le biais de listes de diffusion pour inviter les institutions à ajouter leurs renseignements s'ils ne sont pas représentés (en consultation avec les associations provinciales et territoriales et leurs portails répertoriant les institutions; notez que certaines associations publient des répertoires à titre d'avantage réservé aux membres).

1.6 LE CCA S'ASSURERA QU'UN OUTIL D'ANALYSE WEB SOIT MIS EN ŒUVRE SUR LE PORTAIL ARCHIVES CANADA (**à court terme**)

- Pour prendre des décisions éclairées sur l'orientation future d'Archives Canada, le Comité de gouvernance Archives Canada devra avoir accès à des statistiques fiables sur l'utilisation du portail Archives Canada.

Recommandation 2 - Adresser la base de données existante

À la lumière des résultats du rapport final sur les besoins des utilisateurs, résumés au chapitre deux du présent rapport, il est recommandé que le CCA continue de tenir à jour la base de données AtoM Archives Canada à https://archivescanada.accesstomemory.ca (la base de données) dans le cadre du service d'Archives Canada décrit dans la recommandation 1. Le rapport final sur les besoins des utilisateurs a soulevé des préoccupations majeures concernant le manque de maintenance, de communication et de mises à jour de la base de données. Les étapes suivantes sont organisées sous forme de mesures immédiates, à court terme et à long terme pour répondre à ces préoccupations.

Mesures à prendre pour la recommandation 2

2.1 LE CCA COLLABORERA AVEC ARTEFACTUAL POUR FAIRE PASSER TOUTES LES DESCRIPTIONS ARCHIVISTIQUES DE LA BASE DE DONNÉES À L'ÉTAT D'ÉBAUCHE (**immédiat**)

- À l'heure actuelle, la base de données contient des descriptions archivistiques désuètes qui ne représentent pas fidèlement la communauté archivistique canadienne. Il est recommandé que toutes les descriptions archivistiques soient temporairement retirées de la vue du public pendant que le CCA discute avec les archives des prochaines étapes pour les descriptions archivistiques existantes.

2.2 LE CCA DEMANDERA À ARTEFACTUAL D'EXPORTER TOUTES LES DONNÉES ACTUELLES DE LA BASE DE DONNÉES (**immédiat**)

- Le CCA doit conserver un registre des données historiques dans la base de données, y compris les descriptions archivistiques, les notices d'autorité et les profils institutionnels. Dans l'éventualité de décisions futures de mettre à jour, de supprimer ou de modifier le contenu de la base de données, les données historiques seront toujours conservées ailleurs.

2.3 LE CCA AFFECTERA UN MEMBRE DU PERSONNEL DU CCA À TITRE DE RESPONSABLE DE LA BASE DE DONNÉES CHARGÉ DE LA MAINTENANCE ET DE LA GESTION DE LA BASE DE DONNÉES (**à court terme**)

- La résolution des problèmes liés aux bases de données nécessite du personnel et des ressources dédiées. Le responsable de la base de données serait responsable de la mise en œuvre des tâches liées à la base de données déterminées par le comité de gouvernance Archives Canada et de la liaison avec Artefactual sur les aspects techniques. Le responsable de la base de données peut également s'occuper de problèmes spécifiques à la base de données, tels que la suppression ou la modification de descriptions ou l'examen des notices d'autorité.

2.4 LE CCA ÉLABORERA UN PROCESSUS POUR RECEVOIR ET RÉPONDRE AUX DEMANDES DES SERVICES D'ARCHIVES DONT LES DESCRIPTIONS FIGURENT DANS LA BASE DE DONNÉES (**à court terme**)

- Les services d'archives dont les descriptions figurent dans la base de données devraient être en mesure de communiquer au CCA ce qu'ils aimeraient qu'on fasse de leurs descriptions. Le processus peut inclure des documents publics, des lignes directrices ou un formulaire de contact élaboré par le CCA et partagé avec les archives et les réseaux d'archives. Le CCA doit également allouer des ressources pour répondre aux demandes des archives, ce qui peut inclure la suppression, la modification ou l'exportation de descriptions dans la base de données.

2.5 EXPLORER LE FLUX DE TRAVAIL D'INGESTION DES INSTRUMENTS DE RECHERCHE ET DE MAINTENANCE DE LA BASE DE DONNÉES (à **long terme**)

- L'évaluation des besoins de la communauté a révélé la valeur de la base de données en tant qu'outil d'agrégation et de découverte pour les instruments de recherche d'archives à l'échelle du pays. Bien que l'ingestion d'instruments de recherche soit un élément essentiel de la base de données initiale d'Archives Canada et qu'elle soit utile à ses utilisateurs, de nombreuses politiques et de nombreux flux de travail doivent être établis avant la reprise de l'ingestion d'instruments de recherche. L'exploration des flux de travail d'ingestion des instruments de recherche et de maintenance des bases de données ne devrait être poursuivie que lorsque Archives Canada sera sur un terrain stable avec un comité de gouvernance dédié, un personnel adéquat, une sensibilisation et une promotion de la communauté, et des tests itératifs des utilisateurs en place. Le CCA devrait collaborer avec les associations provinciales et territoriales qui ont déjà des portails d'archives AtoM et identifier les institutions d'archives dotées de portails internes afin de rationaliser le travail. Il est recommandé d'accorder la priorité aux descriptions de niveau supérieur (fonds/collection) afin d'améliorer la probabilité de maintenir des données à jour et de rationaliser les flux de travail en collaboration avec les portails provinciaux et territoriaux.

Recommandation 3 - Mettre sur pied un comité permanent pour la gouvernance d'Archives Canada.

Le groupe de travail recommande que le CCA mette sur pied un comité permanent pour la gouvernance d'Archives Canada chargé d'assurer une supervision communautaire durable d'Archives Canada en tant que service national. Le comité serait chargé d'assurer la gestion de la maintenance continue, du cadre stratégique et du développement futur d'Archives Canada et de veiller à ce qu'il réponde aux besoins des archivistes, des chercheurs et de la communauté archivistique et évolue en fonction de ceux-ci.

Le comité de gouvernance devrait être conçu de manière à refléter le plus équitablement possible la composition de la communauté archivistique canadienne, y compris la représentation de différentes régions géographiques, de différents types d'établissements et de différents rôles professionnels, avec des membres dédiés ainsi que des parties prenantes plus larges telles que les chercheurs et les technologues. Cet organe de gouvernance permanent devrait être appuyé par le CCA et fonctionner avec un mandat clair de l'exécutif du CCA. Ce modèle sert à formaliser la gouvernance de ce service comme un engagement et une responsabilité continus, plutôt que de s'appuyer sur des groupes de travail ou des projets à durée déterminée.

Le groupe de travail recommande en outre que le comité permanent de gouvernance travaille à la mise en œuvre et à la supervision des initiatives décrites ci-dessous afin d'établir une gouvernance communautaire efficace.

Mesures à prendre pour la recommandation 3

3.1 APPROUVER L'ÉBAUCHE DE MANDAT **(immédiat)**

- Approbation du mandat et rédaction d'un appel de bénévoles supplémentaires pour le comité.

3.2 PLANIFIER LA PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ICI DÉCEMBRE 2026 (**Immédiat**)

- Recommander de fixer la date de la première réunion du Comité de gouvernance Archives Canada d'ici la fin de 2026 afin de commencer à prendre des mesures à court terme recommandées par le groupe de travail.

3.3 LANCEMENT DE LA VERSION MISE À JOUR DU RÉPERTOIRE INSTITUTIONNEL ARCHIVES CANADA (**à court terme**)

- Le Comité de gouvernance Archives Canada devrait coordonner avec le CCA l'élaboration de stratégies de sensibilisation et de communication pour le répertoire institutionnel Archives Canada relancé.

3.4 EXAMEN DES EFFECTIFS ET DES RÔLES APPROPRIÉS (**à court terme**)

- D'après les conclusions du rapport de la NAFAN et d'autres services d'agrégation au Canada, la prochaine phase d'Archives Canada devrait idéalement inclure un poste de gestionnaire de services au sein du CCA chargé des tâches nécessaires pour maintenir et mettre à jour Archives Canada. À court terme, le comité de gouvernance devrait discuter du rôle et des tâches d'un membre du personnel du CCA affecté à la direction d'Archives Canada, en tenant compte des tâches et de la capacité de maintien et de gestion des services.

3.5 PROCÉDURES RELATIVES AUX RAPPORTS ANNUELS PUBLICS D'ARCHIVES CANADA (**à court terme**)

- Les travaux en cours du comité de gouvernance visant à maintenir le service Archives Canada et à revitaliser la base de données Archives Canada devraient faire l'objet d'une communication annuelle à l'intention de toutes les parties prenantes. Cette communication permettra de rappeler aux institutions l'existence de cette ressource et d'encourager son développement.

3.6 ESSAIS D'UTILISATEURS POUR GUIDER LES ORIENTATIONS FUTURES ET LA PRISE DE DÉCISION (**à long terme**)

- Des points de repère et des évaluations devraient être mis en œuvre pour guider l'entretien et la maintenance d'Archives Canada en tant que service. Envisagez des normes de test et d'évaluation par les utilisateurs, telles que l'Archival Metrics Project ou les mesures statistiques et métriques normalisées pour les services publics dans les dépôts d'archives et les bibliothèques de collections spéciales (*Standardized Statistical Measures and Metrics for Public Services in Archival Repositories and Special Collections Libraries*). Envisagez de consulter d'autres outils de découverte provinciaux et territoriaux pour obtenir des conseils sur le flux de travail des rapports. Il est essentiel d'effectuer davantage de tests et de recueillir davantage de commentaires sur la langue et la représentation au sein d'Archives Canada.

3.7 SENSIBILISATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS D'UTILISATEURS (ARCHIVES, CHERCHEURS, etc.) (**À long terme**)

- Comme il s'agit d'une base de données moribonde, les chercheurs connaissent très peu Archives Canada. Le comité de gouvernance, en collaboration avec le CCA, devrait élaborer une stratégie de sensibilisation auprès de tous les établissements de mémoire, des chercheurs concernés et au-delà. Cette campagne de sensibilisation permettrait d'améliorer l'accès à l'information sur les archives et d'assurer la pérennité de la vision originale d'Archives Canada.

Conseil canadien des archives – Comité de gouvernance *Archives Canada*

Rédigé : 2026-03-18

Approuvé : AAAA-MM-JJ

Dernière mise à jour : AAAA-MM-JJ

Contexte

La création d'un comité permanent, le Comité de gouvernance Archives Canada (CGAC) est une recommandation du Groupe de travail Archives Canada (2024-2026) du CCA. Le présent cadre de référence ne définit intentionnellement pas le service Archives Canada, car ce service peut évoluer et changer au fil du temps. Le comité est chargé de tenir à jour les définitions et les politiques relatives au service Archives Canada du CCA.

Mandat et rôle

Le Comité de gouvernance Archives Canada (CGAC) conseille le Conseil canadien des archives (CCA) et l'ensemble de la communauté sur les questions relatives au maintien et à l'amélioration du service Archives Canada. Cela comprend la gestion des données et l'élaboration de flux de travail, l'élaboration de politiques et les initiatives stratégiques.

Le comité aura pour mission de:

- Concevoir, tenir à jour et promouvoir les définitions et les politiques de service d'Archives Canada, y compris l'examen annuel des politiques.
- Conseiller le CCA sur les questions relatives au service Archives Canada.
- Orienter et améliorer la capacité du service Archives Canada en s'appuyant sur les commentaires et les évaluations.
- Collaborer avec les parties prenantes d'Archives Canada afin d'élaborer des initiatives et de définir des priorités en ce qui a trait à la promotion des archives partout au Canada.

- Effectuer une évaluation de la capacité des provinces, des territoires et des régions à tirer parti des services d'Archives Canada et à y contribuer de manière égale, y compris les archives des communautés autochtones et sous-représentées.
- Rapport annuel sur les activités du comité.
- Maintenir les recherches accessibles au public pertinentes pour Archives Canada, comme le Zotero du Groupe de travail Archives Canada ou l'équivalent;
- Faciliter les occasions de sensibilisation et de formation à l'utilisation d'Archives Canada en collaboration avec le CCA et les associations provinciales et territoriales.

Gouvernance et adhésion

Le CGAC est un comité officiellement reconnu du Conseil canadien des archives et sera appuyé dans son travail par le Conseil.

Le CGAC est normalement composé de six (6) à dix (10) membres, y compris le membre du personnel du CCA nommé responsable d'Archives Canada (ou la directrice exécutive du CCA) et un (1) agent de liaison avec l'exécutif du CCA. Le(la) président(e) et le(la) vice-président(e) seront choisis par le comité et ne seront pas des membres du personnel du CCA. Les membres du comité siégeront en alternance pour deux ans et seront choisis pour leur expertise dans les domaines de la référence et de la diffusion archivistiques, de la description et des normes, des bases de données et de la technologie, du travail dans les deux langues officielles, des concepts du Réseau canadien d'information archivistique, de la description et de la représentation réparatrices, des pratiques de recherche archivistique.

Le(la) président(e) ou le(la) vice-président(e) établira l'ordre du jour des réunions et présidera celles-ci, et se chargera également de rédiger le procès-verbal ou de préparer une transcription de chaque réunion à l'aide d'un service de transcription automatique.
Les rapports du comité seront soumis au CCA afin d'être mis à la disposition de la communauté archivistique en français et en anglais.

Les livrables et les plans de travail des comités seront établis dans les rapports annuels aux fins d'approbation par le CCA.

Les membres du groupe de travail parviendront à un consensus sur les résultats qu'ils recommanderont au CCA.

Conditions d'adhésion

Les membres siègent au comité pour un mandat de deux (2) ans. Un membre ne peut exercer plus de trois mandats consécutifs; mais peut siéger de nouveau au même comité au cours d'un mandat non consécutif. Des exceptions à cette limite pour les mandats consécutifs peuvent être faites à la discrétion de l'exécutif du CCA. L'adhésion est finalisée avant l'assemblée générale annuelle du CCA.

Réunions

Le CGAC se réunit au moins quatre (4) fois par an (à distance). Les réunions sont organisées par le(la) président(e) du comité.

Rapports

Les procès-verbaux de chaque réunion du comité seront consignés et une copie sera placée dans le dossier Google Drive du CCA.

Le(la) président(e) du comité est responsable de préparer des rapports écrits au nom du comité pour les soumettre à l'exécutif du CCA au moins une fois par année pour l'assemblée générale annuelle du CCA. D'autres rapports peuvent être soumis à la fin d'une activité spécifique.

Envisagez de présenter un rapport annuel sur les activités du comité au Groupe de travail sur les services-conseils en archivistique du CCA. Cela peut permettre de rester en contact avec les représentants des portails partenaires et des conseils afin de partager des idées, des connaissances et des ressources et aider à la planification des activités du comité. Tenez compte des éventuelles contraintes de capacité au sein des portails partenaires et des

conseils.

Ressources et finances

Le CGAC n'a pas accès à un budget. Tout besoin financier doit être identifié et soumis à l'approbation de l'exécutif du CCA dans le cadre du budget de fonctionnement annuel du CCA.

Communication

Le comité communique à l'aide des outils de conférence en ligne du CCA et de la suite Google Drive. Aucun rapport final ni aucun travail des comités ne doivent être stockés sur les appareils personnels des membres.

Un plan de communication devrait être élaboré pour transmettre l'information à la communauté archivistique.